

*le nouvel*

N° 180 • DU 24 AU 30 AVRIL 1968 • 2,50 F • 25 FB • 2,50 FS

# OBSERVATEUR

Mendès France  
sur Israël

**LES  
FELLAGHA  
BRETONS**





# Les fellagha bretons

*Un reportage d'Yvon Le Vaillant*

Le  
document  
de la  
semaine

\* Le printemps en Bretagne est une saison magnifique. Il y a des primevères partout, des jonquilles, les genêts sont en fleur. Mais il y a des C.R.S. dans les jonquilles et des explosifs cachés dans les genêts...



*\* L'autre jour, à Rennes, on chuchotait que 150 fusils venaient d'être volés à Saint-Cyr-Coëtquidan. Vrai ou faux? Peu importe. Aujourd'hui, tout est devenu possible en Bretagne.*

Il s'appelle Ned Urvoas. Il passe pour être l'un des chefs mystérieux des « commandos » terroristes bretons, voire le chef du fameux Front de Libération de la Bretagne (F.L.B.), qui signe la plupart des attentats actuels, et dont le sigle s'inscrit un peu partout sur les murs. Mais rien n'est prouvé. Ce soir, Ned Urvoas m'accueille sur le seuil de sa maison. C'est à Quinnoal, un petit hameau de la campagne bretonne, près de la montagne. Je me présente et Urvoas dit : « Alors, vous aussi vous êtes à la recherche des caisses d'explosifs ? »

Cette question, on me l'a posée dix fois, vingt fois, en Bretagne, ces jours derniers. C'était à peine une boutade. Car 775 kilos d'explosifs ont été volés dans la forêt de Loudéac. Des caisses de 25 kilos, destinées aux carriers. Depuis, la police passe la Bretagne au peigne fin mais elle ne trouve rien. Cette « affaire » s'inscrit à la suite de quelques autres dont la liste devient impressionnante.

« L'Avenir de la Bretagne », « journal national breton et fédéraliste indé-

pendant », vient d'en faire l'inventaire avec une délectation certaine. 1964 : lignes téléphoniques coupées à Plogastel-Saint-Germain et Plogonec. 1966 : attentat contre la sous-préfecture de Saint-Nazaire ; bombe incendiaire à la perception de Saint-Brieuc ; mise à sac de la mairie de Morlaix, poteaux sciés, voiture de police brûlée. 1967 : poteaux téléphoniques sciés ; sabotage d'un relais téléphonique de La Paquelaie ; plasticage du relais radio-téléphonique de Treffléan ; bombe dans la prison de Rennes ; destruction du bureau des contributions indirectes de Lorient. 1968 : grenade à la préfecture de Quimper ; plasticage de la préfecture de Saint-Brieuc et de la perception de Plouzévédé ; dynamitage de la perception de Plouescat et de celle de Saint-Pol-de-Léon... Et il y a quelques jours, à Combourg, une nouvelle bombe a secoué la nuit.

La liste n'est pas close. L'autre jour, à Rennes, on chuchotait que 150 fusils venaient d'être volés à Saint-Cyr-Coëtquidan. Vrai ou faux ? Il reste ceci d'essentiel : c'était plausible. Aujourd'hui, tout est devenu plausible, possible, en Bretagne.

## Du grabuge

C'est d'ailleurs ce que pensent — et redoutent — les pouvoirs publics. Les responsables régionaux de la Sécurité nationale, entre autres, tirent sans cesse la sonnette d'alarme. On a expédié de Paris une dizaine d'inspecteurs pour enquêter sur les activités du F.L.B. Les comptables du Trésor public ont reçu une circulaire leur enjoignant d'ouvrir l'œil, car il peut y avoir de nouvelles bombes. On a mis des tables d'écoute sur les postes « suspects », ceux des syndicats, par exemple. Un peu partout, on sent la présence discrète mais curieuse des policiers en civil.

Il y a des perquisitions, des barages de police — M. Ollivro, maire de Guingamp (Côtes-du-Nord), qui n'est pas précisément un guérillero, a adressé une lettre ouverte à M. Pompidou pour s'en plaindre. A Quimper (Finistère), un groupe de C.R.S. venus de Tours protège la préfecture. Dans la région de Lannion (Côtes-du-Nord), deux prêtres « bretonnants » ont été perquisitionnés pendant des heures. Ils ne sont pas les seuls. Bref, le « pouvoir central » s'inquiète, patauge et commence à s'affoler.

Du coup les récentes prises de position de De Gaulle, à Lyon, sur le rôle essentiel des régions, s'expliquent mieux. Surtout s'il est vrai qu'un rapport ultra-confidentiel révèle qu'un million de Bretons se sentent directement intéressés par les possibilités d'une administration différente de la

Bretagne, dans le cadre de la France ou de l'Europe. Le « mouvement breton » est en plein bouillonnement. Ce bouillonnement peut devenir tragique. A tous les niveaux, les responsables interrogés, de même que l'homme de la rue, disent : « On ne sait pas où l'on va, mais il risque d'y avoir du grabuge. »

Et même un sacré grabuge. Il y a quelque temps, dans la région de Rennes, un jeune agriculteur a été incarcéré pour sabotage. Ses camarades ont bivouaqué devant le bâtiment en exigeant sa libération. Il a été libéré. Heureusement. Un des principaux responsables m'a dit : « Ils avaient intérêt à le libérer ! Car cette fois-là, plusieurs d'entre nous avaient apporté leur fusil de chasse dans les bagnes ! » Et un autre : « S'ils ne l'avaient pas libéré, on aurait foutu une nouvelle bombe, et puis c'est tout ! »

Cette montée des périls, cette escalade possible dans la violence, permet à certains de dire : « Si ça se trouve, la Bretagne est en train de préparer à la France une nouvelle guerre d'Algérie... Mais, cette fois, les fellaghas seront bretons ! »

Est-ce une boutade ? Une prophétie ? Pourquoi, comment, quand, où... qu'est-ce qui est possible ?

Sur le plan économique et social, c'est dramatique. Un drame qui dure et s'aggrave. J'ai fait le tour des cinq départements. J'ai donné des coups de sonde un peu partout, parlé aux res-

ponsables, à n'importe qui, dans la rue, les bistrotts. Il y a cette ritournelle obsédante : l'emploi, les salaires, les fermetures d'usines, les concentrations... Cette Bretagne quotidienne est différente de la Bretagne des vacances. A Concarneau (Finistère), par exemple, des milliers de touristes viennent chaque été admirer le port, la ville close, la grande fête des Filets bleus. Mais, aujourd'hui, c'est une

kermesse triste qui se déroule. 3 500 Concarnois manifestent. Tout le monde est avec eux : les syndicats, les partis, les commerçants, les curés, les instituteurs, les jeunes, les femmes. Des pancartes : « Non au chômage », « Oui à l'emploi », « Un leïtmotiv : Concarneau veut vivre. »

On glane partout des exemples semblables, des chiffres, des dossiers, des rumeurs de révolte...

## La notion d'exil

« • Dans le Finistère, il faudrait créer 5 000 emplois avant 1972, soit deux fois plus qu'actuellement. »

« • A Quimper, depuis 1954, une soixantaine d'usines de conserves ont fermé. Et ici, un peintre sur faïence, qu'il a fallu six ans à former, ne gagne qu'entre 35 000 et 40 000 AF par mois. Ici, on ne peut pas recevoir la deuxième chaîne et on est toujours à trois heures et demie de Rennes. »

« • A Fougères, rien qu'en 1967, 900 emplois ont été supprimés. »

« • Dans les Côtes-du-Nord ? Ici, la population diminue régulièrement, les jeunes s'en vont, les vieux reviennent, le département devient un asile de retraite ; le département souffre d'une crise permanente de l'emploi... »

C'est partout pareil, en Bretagne. La situation se résume ainsi : région sous-exploitée ou colonisée par des sociétés étrangères ; manque d'industries de transformation ; prédominance d'entreprises dont les intérêts sont sans rapport avec ceux de la région ; réseau de communications médiocre ; pays colonisé...

Cela oré aujourd'hui un climat psychologique désastreux. Les Bretons ont le sentiment d'être abandonnés, trahis... Il ne leur reste que l'exil. Cette notion d'exil est plus importante qu'on ne l'imagine. L'autre jour, dans un restaurant breton de Montparnasse, Ty Jos, un jeune homme dînait seul à une grande table. Un groupe entre et on lui demande s'il

veut pas se déplacer. Alors il dit : « Vous voulez m'exiler une deuxième fois ? » Les anecdotes de ce genre foisonnent. Le Breton est attaché à sa terre, à son pays et, depuis un temps, on note une sorte de renouveau dans l'attachement à la langue, voire à la « race ».

Quand le barde Glenmor vient à la Mutualité, quand il chante la Bretagne libre et indépendante, les libertés à retrouver, il recueille un tonnerre d'applaudissements. Quand Emgleo Breiz, fondation culturelle bretonne, lance une pétition en faveur de la langue et de la culture bretonnes, elle recueille 150 000 signatures.

On peut trouver trace de tout ce « bouillonnement » breton place des Lices, à Rennes, au siège du Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne (M.O.B.). Au premier étage. Louarn, homme à tout faire, a réuni en un musée assez extraordinaire tout ce qui s'écrit sur la Bretagne. Au rez-de-chaussée, au B.I.P. (Bureau d'Information publicitaire), Olivier classe les dizaines et dizaines de cercles, clubs, mouvements techniques, politiques, culturels bretons. (Parmi les nombreux cours de breton par correspondance, l'un, S.A.D.E.D., tente de réaliser une sorte de « révolution culturelle » : il enseigne les mathématiques, la physique et traduit même les textes de Mao et de Guevara en breton. Dirigé par un psychiatre, le docteur Etienne, il veut former les cadres d'une Bretagne moderne.)

## Troupes de choc

Sur le plan politique, il s'est passé aussi quelque chose de très important. Depuis quelques années, la gauche française est en train de faire une révision déchirante à propos des problèmes régionaux. Elle s'aperçoit, avec une certaine stupéfaction, que l'exigence d'une révolution régionaliste est peut-être le préalable de la démocratie, du socialisme. Elle reconnaît progressivement que le malaise dont souffrent les régions est d'ordre politique et institutionnel. Et qu'il est

nécessaire de transformer le régime politique et de créer de nouvelles institutions régionales. On n'est pas d'accord sur tout mais on cherche, on s'explique. Débats, discours, colloques, livres, programmes... Des initiatives de toutes sortes sont prises. Des hommes, des partis, des mouvements essaient de véhiculer ces idées dans l'opinion publique sur le plan régional et national et d'offrir des solutions claires.

En Bretagne, il y a d'abord Ar

Falz. Sis au bureau 31, Maison du peuple, à Brest, ce mouvement de la culture populaire bretonne, animé par A. Keravel, tente de définir et de diffuser une « *conception progressiste du fait régional* », et publie régulièrement tous les textes importants relatifs aux problèmes régionaux dans sa revue, « *Ar Falz* ».

Ensuite l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) : un jeune parti progressiste (boîte postale 103, Rennes), qui publie un excellent journal, « *le Peuple breton* », violent, passionné. Dirigé par de jeunes hommes engagés, il touche surtout les jeunes, les milieux étudiants, surtout du côté de Rennes, Saint-Brieuc, Pont-l'Abbé. Un sigle sur les murs : U.D.B. = Bretagne socialiste. L'U.D.B. est née d'une rupture de quelques jeunes avec le Mouvement d'Organisation de la Bretagne (M.O.B.).

Créé en 1957 par Yann Fouéré, conspirateur du fameux Comité consultatif de Bretagne, devenu aujourd'hui ancien « *déporté de la répression antibretonne de l'immédiat après-guerre* », le M.O.B. a passé un moment pour fournir les troupes de choc du Centre d'Etudes et de Liaison des Intérêts bretons (C.E.L.I.B.). Ce qui ne plaisait ni aux uns ni aux autres. Aujourd'hui, le M.O.B. revendique la plupart des idées régionalistes. Mais il est entré, semble-t-il, une fois de plus en déliquescence. Il recrutait surtout dans les milieux « *tertiaires* » : fonctionnaires, petits curés de campagne... Il recrute moins.

A gauche, un nouveau club politique : Bretagne et Démocratie,

animé par le tandem Phliponneau-Reffait. Et aussi le Club breton : il est parisien mais composé de Bretons. Au départ, il s'appelait les Bonnets rouges, en souvenir de la fameuse révolte du papier timbré. Fondé par Charles Hernu, président du Club des jacobins (un signe !) et originaire de Quimper, animé par des hommes comme Yves Person (Ar Falz, club Jean-Moulin), ce club a beaucoup fait pour la pénétration des idées régionalistes au sein de la F.G.D.S.

D'autre part, des ouvrages essentiels ont été publiés. Robert Lafont : « *la Révolution régionaliste* », « *Sur la France* ». Michel Phliponneau : « *la Gauche et les Régions* ». « *Phlip* » — qui n'est pas breton mais dont les ennemis politiques reconnaissent eux-mêmes qu'il a beaucoup fait pour la Bretagne — prépare un nouveau livre : « *Bretagne, an X* ». C'est-à-dire dix ans de gaullisme, soit dix ans de dégradation en Bretagne.

Des leaders politiques ont pris position. Par exemple l'expression de Michel Rocard, leader du P.S.U., a fait choc : « *Décoloniser la province* ». De même Pierre Mendès France : « *L'Europe des peuples passe obligatoirement par la régionalisation des Etats, par une régionalisation de caractère démocratique, c'est-à-dire par la gauche* ». Et aussi les positions de François Mitterrand, Gaston Defferre, les Rencontres socialistes, etc. Le parti communiste lui-même, en dépit de certaines réticences, a tenté de dessiner les traits d'un bonheur breton possible.

## Un repas de saucisses

Tout cela a forcément provoqué des déblocages, une prise de conscience progressive. Aujourd'hui il y a de nouvelles « *machines de guerre* ». Des « *rencontres* » souhaitées depuis longtemps sont en train de se faire. Elles peuvent devenir explosives. Et c'est ce que le pouvoir établi redoute le plus : la convergence des oppositions, une sorte de « *front breton* »...

D'abord, sur le plan politique, l'Action régionale progressiste. A Lorient (Morbihan), à l'appel d'Ar Falz, une première journée a été organisée le 9 septembre 1967. Objectifs : réussir l'union de la gauche sur un programme régional. Une centaine d'élus, des représentants des différentes organisations de gauche, politiques, syndicales et culturelles, des cinq départements bretons, sont venus à Lorient débattre de la situation et des moyens de la sauver. Une seconde réunion s'est tenue à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) le 18 novembre 1967. Les participants ont constaté que la situation s'était encore

dégradée et qu'aucun organisme important (C.O.D.E.R. ou C.E.L.I.B.) n'était capable de contester la politique gouvernementale et d'en dénoncer les effets sur le plan régional. Ils comptent diffuser eux-mêmes des informations. On attend la poursuite du dialogue et surtout de l'action.

Sur le plan syndical : un programme d'action des organisations syndicales et ouvrières de l'Ouest a été établi. Le 13 mars 1968, à Rennes (Ille-et-Vilaine), la fédération régionale des Syndicats ouvriers et paysans de l'Ouest (départements bretons, plus quatre des pays de la Loire) a appelé l'ensemble des salariés des secteurs privé, public et nationalisé de l'Ouest à une grève de vingt-quatre heures et à des manifestations de masse le 8 mai 1968, dans chaque département. Revendications : les problèmes de l'emploi et du développement régional. Un jeune leader paysan m'a dit : « *On est dans une période de prise de conscience. Jus-*

Suite page 9. →



D. R.

## Les fellagha bretons

qu'ici on a tout fait pour opposer les deux milieux, ouvrier et paysan. Or on s'aperçoit, surtout dans des régions comme la nôtre, que les intérêts sont communs. »

Autre chose : le C.A.B.R.O. Un sigle curieux qui signifie : Comité d'action de la Bretagne occidentale, créé par des Finistériens. Un programme en trois points : reconnaissance de la vocation portuaire industrielle de Brest ; développement de la recherche et de l'industrie vers la Bretagne occidentale ; désenclavement de la Bretagne dans les domaines routier, ferroviaire, portuaire. Le président du C.A.B.R.O., Michel Hémerly, massif et rougeaud, a inter-

rompu son repas de saucisses, dans sa ferme Veru, à 4 km de Château-neuf-du-Faou, pour me dire : « ...Si nous n'avons pas satisfaction, l'action d'avenir prendra une nouvelle forme, elle aura une autre ampleur, une action dans un sens beaucoup plus large et plus spectaculaire. » Un ultimatum : si, à la fin d'avril 1968, il n'y a pas d'engagements clairs et définitifs, le C.A.B.R.O. passera à l'action. Mais il reste ambigu : on y trouve Lombard, efficace maire de Brest, et d'autres hommes qui ne sont pas des opposants inconditionnels. On y trouve aussi Alexis Gourvennec, dont le cheminement est curieux. Enfin, les syndicats ouvriers sont laissés de côté. Mais c'est un foyer d'émeutes possible.

### Les camps de commandos

Une autre machine de guerre : le « terrorisme » : les « commandos ». Quoi qu'on veuille, ils existent. Ils renaissent, ils s'épanouissent dans ces collères bouillonnantes, ces fureurs rentrées qui explosent soudain avec violence, ils en sont l'écume tragique.

En Bretagne, les manifestations sont de plus en plus dures et les affrontements d'une violence inouïe. Les officiers de C.R.S. confient parfois : « Quand il y a une manifestation ouvrière, on sait que ça sera très dur, mais au bout de trois heures tout sera fini. Maintenant, avec les paysans, ça peut durer trois jours. » A Quimper, en octobre, on avait remarqué de petits groupes organisés dans la foule des manifestants. Ils criaient : « On n'est pas là pour les discours mais pour la bagarre. » On sait qu'ils étaient formés, « initiés », entraînés, spécialement casqués et armés de *pen baz* (grosse matraque bretonne) pour les bagarres de rue. Ces bagarres ont été si violentes (du feu, du sang, presque le sac d'une ville) qu'un certain désarroi a gagné les milieux paysans les plus extrémistes. Ces commandos ont été dissous. En principe...

En fait, ils renaissent. Ils ont été repris en main, en partie. Difficile à dire par qui, et où. Disons, par exemple, qu'il y a peut-être quatre ou cinq groupes d'une poignée de personnes à travers la Bretagne. A leur tête, il y a parfois d'anciens parachutistes. Leurs « camps » sont discrets, évidemment. Mais ils peuvent inviter des gens, pour s'expliquer, dire comment il vont faire exploser une bombe par ci, voler des explosifs par là...

Pourquoi la police n'arrive-t-elle pas à les débusquer ? D'abord parce que ces « camps » sont l'exception. Ils ne se tiennent pas de manière permanente. Ils peuvent être mobiles. Ensuite, il y a des endroits de Bre-

tagne où les polices locales évitent de manœuvrer la nuit. Le propos peut faire sourire mais je connais des itinéraires révélateurs. Enfin il y a parfois une complicité de la population environnante.

Récemment le Front de Libération de la Bretagne (F.L.B.) a écrit à de Gaulle pour revendiquer la responsabilité des attentats. Qu'est-ce que le F.L.B. ? Existe-t-il vraiment ? Même si un petit « commando » dirigé par deux anciens parachutistes en revendique l'exclusivité, il ne s'agit peut-être que d'un pseudonyme collectif dont chacun peut s'emparer à l'occasion d'un attentat.

Pourtant le F.L.B. donne des interviews. Pour l'instant, elles sont en principe réservées aux publications « non hexagonales », les radios et télévisions anglaises, américaines, canadiennes, par exemple. Il y a quelque temps, le « Times » a rencontré un représentant du F.L.B. à Rennes. Il était question entre autres de la lutte du F.L.B. pour obtenir à la Bretagne l'autonomie la plus large, lui permettre non seulement de diriger ses propres affaires mais encore de mener une politique étrangère indépendante de celle de la France. Question également d'autres attaques violentes qui sont prévues mais dépendent de l'approvisionnement en explosifs modernes. De toute manière, le F.L.B. attend le moment opportun pour frapper.

L'une des personnes soupçonnées d'être l'auteur de l'interview m'a dit que ces propos avaient été un peu exagérés. Dans ce cas, pourquoi n'y a-t-il pas eu de démenti ? Réponse : « No comment ! »

Cette attention complaisante des Anglo-Saxons fait jaser. Au point qu'on a pu faire courir ce bruit : c'est l'Angleterre qui fournit les terroristes bretons en explosifs. Un

G. Caron-Gamma



## Les fellagha bretons

« leader » séparatiste breton m'a dit :  
« La police vit toujours sur la vieille  
idée des rapports clandestins entre la  
Bretagne et l'outre-mer, Angleterre et  
Irlande. Elle a tort. »

C'est à voir. Il y a des « sympathies » certaines. Une poignée d'autonomistes bretons, condamnés à la Libération, vit aujourd'hui en Irlande.

Ils expédient des tracts, des bulletins aux Bretons. En outre, il y a des contacts avec l'armée révolutionnaire irlandaise (I.R.A.). Quelques hommes ont été formés là-bas, dans les camps d'entraînement. Quand ils sont « brûlés » ici, recherchés par la police, c'est là-bas qu'ils se réfugient. La lettre adressée à de Gaulle venait d'ailleurs de Dublin.

### Le terrorisme

Cela dit, il serait dangereux pour le « mouvement breton » d'être accaparé par des extrémistes. Il faut également préciser ceci : les terroristes du F.L.B. semblent actuellement en mesure de se fournir eux-mêmes en explosifs, sur le terrain. D'autre part, le terrorisme peut exister, ou renaître, en des milieux n'ayant aucun rapport avec le F.L.B.

Mais on ne peut négliger ce qui s'inscrit en creux. L'avenir est grevé d'hypothèques... Et le pouvoir gaulliste saura s'en servir. D'abord, il y a des débats difficiles à conclure. Par exemple, pour sauver l'avenir de la Bretagne, vaut-il mieux militer à l'intérieur d'un parti politique français ou choisir de préférence un parti, ou un mouvement, spécifiquement breton ? Un débat récent a réuni Michel Philipponneau et des jeunes de l'U.D.B. : ceux-ci pensent que l'existence d'un parti breton à caractère révolutionnaire est plus efficace. Autre chose : les bombes. La population les tolère mal et les responsables, politiques ou autres, s'en expliquent avec malaise. Aujourd'hui l'heure est ambiguë mais, à la limite, chacun pense qu'il faudra peut-être un jour assumer ces bombes ou les poser soi-même.

Autre débat : un certain nombre de concepts ont été inventoriés : autonomisme, séparatisme, fédéralisme, régionalisme, etc. Aucun d'entre eux n'exprimera, en exclusivité, un éventuel « front breton ».

Il y a des incertitudes dissolvantes. D'abord, ce tempérament breton — celtique. Ce mélange mystérieux d'idéalisme fou et de réalisme froid. Cette curieuse alchimie où deux et deux ne font jamais quatre. Ces temps derniers, les Bretons ont fait les quatre cents coups. Ils ont conspué, bousculé le pouvoir et l'ordre établis, annoncé mille fois le « grand soir ». Mais quand sonnait l'heure décisive, celle des élections par exemple, ils réinstallaient massivement en un seul jour, dans l'isolement, tout ce qu'ils contestaient à longueur d'année dans la rue. Cela vient peut-être de la défiance traditionnelle des Bretons, les agriculteurs surtout, à l'égard de la « politique ». Et aussi d'une sorte d'anticommunisme systématique entretenu, entre autres, par la vieille Eglise catholique. Mais il est devenu de plus en plus difficile, hors du pays breton, de faire croire aux volontés révolutionnaires bretonnes. Il appartient aux Bretons d'en faire la preuve contraire.

### Les crêpes de Pompidou

Il y a des hypocrisies habiles. La main du pouvoir gaulliste caresse dans le sens du poil. Chaque été, le Premier ministre va pêcher la crevette et manger des crêpes dans le Finistère-Sud ; Mme Messmer se déguise en Bretonne dans le Morbihan, etc. L'autre jour, à Lyon, le président de Gaulle a parlé du rôle essentiel que doivent jouer les régions. Mais, dans l'ombre plus secrète du pouvoir et des ministères, on a bien compris que le mot « Bretagne » ne devait plus être employé. Même le fameux « Extrême-Ouest » de Michel Debré est mis au pilori. L'expression pouvait provoquer les remous d'un peuple rejeté. Aujourd'hui, à l'extrême rigueur, quand on parle, on doit dire : « l'Ouest ». Du coup, des responsables bretons, qui ont fait carrière sur les problèmes bretons, évitent d'employer

le mot « Bretagne » dans leurs discours.

Car il y a aussi des trahisons. Trahison des notables, trahison des élites. On dit parfois : « Ce qu'il manque à la Bretagne, ce sont des vrais leaders. » On devrait plutôt dire : « Dès qu'un leader apparaît, en Bretagne, il est aussitôt ingurgité, satellisé ou détruit. » On offre des sinécures et des Légions d'honneur, des crédits particuliers, des promesses, des miroirs aux alouettes. Alexis Gourvenec, jeune et sympathique leader syndicaliste, a mené tambour battant les violentes émeutes paysannes dans le Finistère. Puis il a disparu. Bien qu'il s'en défende, il s'est embarqué dans les coulisses prélectorales gaullistes. Aujourd'hui, semble-t-il, il remonte sur les barricades. Mais quelles barricades ?



Gamma

## Les fellagha bretons

Marc Bécam, un de ses jeunes lieutenants, a animé le syndicalisme paysan pendant sept ans. Puis, peu avant les élections, il a tenté en vain d'obtenir l'investiture du Centre démocrate, à Morlaix et à Quimper. Ensuite, en un tournemain stupéfiant, il est devenu suppléant de Michelet (U.N.R.) à Quimper. Il est aujourd'hui député. Lors des émeutes d'octobre, sa permanence U.N.R. a été saccagée.

Autre exemple grave : le C.E.L.I.B. Sorte de Gotha breton de l'élite politique, économique, syndicale, le C.E.L.I.B. a engagé — et gagné — un certain nombre de batailles contre le pouvoir central. Puis, brutalement, il est devenu apolitique. Sans doute veut-il se donner une nouvelle dimension : l'Europe. L'éditorial de Georges Pierret (n° 107 de « la Vie bretonne ») en fait foi. Et il tente aussi les réalisations spectaculaires, en Bretagne, dans le secteur de l'informatique. Mais beaucoup pensent que cette machine de guerre est devenue une machine à sous : entre autres, elle vend des crêpes et du cidre près des

Champs-Élysées et une palanquée de ministres est venue s'y goberger.

Une illustration importante : « Bretagne-Magazine ». Né il y a plus de deux ans, ce mensuel était alors dans la main d'Yvon Bourges. On s'inscrivait donc dans la mouvance gaulliste et le V<sup>e</sup> Plan était glorifié tandis que les Bretons le vomissaient. Puis Bourges a gaspillé cette affaire, comme d'autres. Les rédacteurs de « Bretagne-Magazine », le jeune rédacteur en chef Jean Bothorel ont cru pouvoir prendre du champ. Coup sur coup, on a lu des interviews de Philipponneau ; un face à face Brigneau (« Minute ») et Morvan Lebesque (« Canard enchaîné ») ; un débat « la Province contre Paris » ; un éditorial sur les nouvelles jacqueries, et quelques rudes contre le C.E.L.I.B. Les notables du C.E.L.I.B., à commencer par René Plevin, se sont émus de ces turbulences. Résultat : « Bretagne-Magazine » est supprimé, purement et simplement. Car le pouvoir, même par ses truchements bretons, escamote la moindre rumeur d'opposition quand il en a l'occasion. Bothorel prépare la sortie d'un nouveau journal breton.

## Des tonnes d'explosifs

Malgré cela, l'avenir reste-t-il ouvert ?

A Quinnoalh, Ned Urvoas a reçu la visite de huit inspecteurs de police. Ils ont passé la journée à chercher des kilos d'explosifs. Urvoas dit : « La plupart étaient bretons, avec un passé d'activité policière en Algérie ; des Bretons un peu compromis, des pères de famille qui ont des soucis de Bretons. Mais Paris est en train d'en faire des harkis. »

Ce matin il fait beau. Le drapeau breton noir et blanc, hissé au mât de la cour, frissonne dans le ciel léger. Urvoas dit : « La situation est très grave. Ce qu'il va falloir éviter, c'est les conditions du combat armé. Si j'avais, seul, à demander quelque chose, je demanderais la révision du contrat qui nous lie à la France, à Paris. Une nouvelle négociation doit s'ouvrir rapidement, sinon la situation deviendrait explosive et incontrôlable. » Et encore : « J'en appelle à l'idéal de justice contre ce péché d'habitude et cette accoutumance à l'injustice qui est l'un des traits dominants de la France d'aujourd'hui. J'en appelle à tous ceux qui, dans les provinces et régions de France, voient les mêmes drames se multiplier... » Il prépare la candidature d'un candidat « fédéraliste européen » à la prochaine élection présidentielle.

A Dinan, dans son « Petit Bleu des Côtes-du-Nord », René Plevin écrit que le vol des explosifs de Loudéac permet de prévoir une nouvelle escalade dans les manifestations qui pour-

raient prendre des « formes imprévisibles et destructrices ».

A Gouarec, un prêtre « bretonnant », professeur d'histoire, qui a déjà publié une petite brochure sur les problèmes de l'emploi en Bretagne, me dit : « Les conditions objectives d'une situation prérévolutionnaire sont réunies. Mais l'historien ne peut dire quand ça va exploser. »

A Brest, la Jeunesse étudiante bretonne dit : « Chacun doit prendre part à la lutte réunissant toutes les forces vives en Bretagne en faveur du développement économique et social de la région. » Etc.

Le printemps breton est une saison magnifique. Il y a des primevères, des jonquilles, les genêts sont en fleur sur les talus, et la campagne renaît, et la mer frissonne et n'en finit pas d'aller et venir doucement sur le sable, de pourlécher les roches mouillées et d'emmêler des algues. Il fait doux, c'est bon... Mais ce printemps magnifique risque de devenir tragique. C'est ça, la réalité. Aux dernières nouvelles, 2 250 kilos de poudre ont été volés à la vieille poudrière de Pont-de-Buis. Il y a des C.R.S. dans les jonquilles, des tonnes d'explosifs évanouis dans la nature triomphante et des bombes possibles dans chaque nuit printanière. Les desperados bretons vont-ils faire parler la poudre ? Ils préparent des feux d'artifice mais ne veulent pas qu'on s'y trompe : il ne s'agit pas d'un baroud d'honneur.

**FRANÇOIS BRIGNEAU CHEZ LES  
CLANDESTINS BRETONS** ( PAGES  
14 - 15 - 16 - 17 )

**minute**

N° 353 Du 16  
au 22 janvier 1969  
CHAQUE JEUDI - 2 F

2  
**LES JUIFS ET  
DE GAULLE**

L'histoire de l'embargo • Ses raisons  
secrètes • Une crise par mois • « On ne  
peut plus le laisser faire » ( PAGES  
4 - 5 - 6 )



**François BRIGNEAU revient de Bretagne. Il a rencontré dans sa cachette un des révoltés entrés dans la clandestinité. Voici son reportage...**

# UN CHEF DU F. L. B. M

**A**U mois de mars 66, la police arrêtait à Saint-Nazaire un professeur, un maître d'internat et un mécanicien. Ils avaient avoir jeté un « cocktail Molotov » contre la sous-préfecture. « Pour attirer l'attention sur le sort qui est celui de la Bretagne » déclarèrent-ils au juge qui les condamna à deux mois de prison en rappelant que, pendant la guerre, les autonomistes bretons avaient été les complices des Allemands.

— A la fin de la guerre, j'avais trois ans, dit simplement le professeur qui était le plus vieux des trois terroristes.

Ce geste de violence allait être le premier d'une série de longs attentats : plus de 40 en deux ans, 22 en 68, tous dirigés contre les perceptions, les bâtiments administratifs, et « les abus des fonctionnaires français en Bretagne ».

Le plus violent eut lieu à Saint-Brieuc où, dans la nuit du 27 au 28 avril dernier, l'explosion de 25 kilos de tolamite détruisit 11 véhicules lourds utilisés par la C. R. S. 13. Il était signé comme les autres : F. L. B. (Front de Libération de la Bretagne).

Pendant des mois, malgré les renforts de police arrivés à Rennes, l'enquête n'avança pas pour deux raisons principales. D'abord ce mystérieux F. L. B. ne semblait pas appartenir aux traditionnels milieux de l'autonomisme breton. Ensuite la population bre-

tonne, qui n'avait jamais aimé ceux qu'elle appelait du nom de leur journal « Les Breiz atao » — Bretagne toujours — ne leur était plus hostile. Elle n'approuvait peut-être pas les attentats, mais elle les comprenait. « Puisqu'il n'y a que comme ça qu'on peut se faire entendre... » est une phrase qui revient dans toutes les conversations.

En outre, les perceptions ne sont pas plus populaires en Bretagne qu'ailleurs. Les C. R. S. non plus. Enfin, le sang n'avait jamais été versé et les rieurs étaient du côté des comptoteurs bretons qui se jouaient si bien des policiers venus de Paris.

Mais, depuis la dernière semaine de décembre, cette invulnérabilité a disparu. Si l'on en croit la version de la police, dans un café de Nantes, des époux pris de boisson se seraient disputés. Furieuse, Mme Nedelec aurait reproché à son mari d'entraîner leur fils de 18 ans dans des actions dangereuses. Un policier présent rapprocha ces déclarations des plasticages de l'administration des Finances et de la Trésorerie générale, survenus à Nantes, en novembre, lors du voyage de M. Debré. Interrogée, Mme Nedelec confirma. Le premier maillon de la chaîne était trouvé.

Les milieux bretons mettent en doute cette histoire. Ils pensent que certains groupes d'activistes étaient pénétrés depuis longtemps

par la police et qu'à la veille du voyage du général de Gaulle en Bretagne, on a voulu procéder à une rafle spectaculaire pour intimider et empêcher le mécontentement de s'exprimer dans la rue.

Quoi qu'il en soit, une trentaine de personnes ont été gardées à vue. Quatorze viennent d'être transférées de Nantes au fort de l'Est, à Saint-Denis, où siège la Cour de Sécurité de l'Etat. Le juge Leloir va les inculper d'atteintes à la sûreté de l'Etat.

La profession des activistes bretons montre bien la diversité du recrutement puisqu'on trouve un ébéniste, deux mécaniciens, un employé de la S. N. C. F., un ouvrier d'usine, des infirmières, un employé de bureau, un médecin, un directeur d'agence de voyage, trois prêtres, etc.

Un seul d'entre eux — J.-B. Renaud — a été condamné pour faits de collaboration. La plupart ont moins de trente ans. Quelques-uns touchent à la quarantaine. Beaucoup d'entre eux n'appartiennent pas aux départements « bretonnants ». Enfin, il faut remarquer que les prêtres n'étaient pas connus de leurs fidèles comme autonomistes.

Tout cela dessine un nouveau visage de l'autonomisme breton et c'est pour quoi la semaine dernière je suis parti pour la Bretagne où il m'est arrivé l'aventure que voici.

**- N**E touchez pas votre bandeau, dit la voix. On n'est pas encore arrivés. Appuyez-vous sur moi. Je vais vous aider. N'ayez pas peur.

— Je n'ai pas peur, dis-je. Mais vous ne trouvez pas que ce cinéma est un peu ridicule ?

— On ne prend jamais trop de précautions, dit la voix.

— J'avais donné ma parole...

— Ce ne sera plus long maintenant, dit la voix.

Je continue à marcher en aveugle. Quelle histoire ! Au rendez-vous qui avait été convenu, deux jeunes gens et un homme plus âgé m'attendaient. Nous avons pris place dans une DS. Il faisait déjà nuit. Il pleuvait. A la sortie de la ville, arrêté.

— Descendez, s'il vous plaît.

Cette fois c'est dans une camionnette qu'on me fait monter. A l'arrière, entre les deux jeunes. Impossible de rien voir. J'ai l'impression que nous retraversons la ville. On roule longtemps. La pluie crépète sur la tôle. J'essaie de plaisanter. Peine perdue. A la fin quelqu'un tape sur la cloison qui nous sépare du conducteur.

— Excusez-moi, dit mon voisin de droite. Je vais être obligé de vous bander les yeux.

La porte arrière s'ouvre. Il y a une discussion en breton. Pas très loin le vent fait ronfler les arbres. Un chien

aboie. Je sens une odeur de tourbe et de goémon. Peut-être de pommes écrasées, aussi.

— Par ici.

On me guide. Je patauge. La pluie redouble.

— Attention, il y a une marche.

Du ciment sous mes pieds. On entre dans une maison. La porte retombe.

— Attendez, je vais enlever votre bandeau, dit la voix.

**"J'avais 13 ans en 1944"**

Etrange sensation que celle de l'aveugle qui recouvre la vue. Du même regard je découvre la pièce, les livres dans un lit breton transformé en bibliothèque, les peintures aux murs, du gui dans un pot de cuivre jaune, un chat enroulé sur le coussin d'un fauteuil d'osier, mon hôte enfin, qui sourit.

Quarante ans, un visage puissant, avec des pommettes hautes, des yeux clairs, une grande bouche, quelque chose de doux et de rude.

— Vous me reconnaissez ?

— Il me semble que je vous ai déjà vu. Mais où...

— Quimper, le jour de la Préfecture, sur la place, vous souvenez ?

— Oui, maintenant oui.

— Je dirigeais des équipes. Je vous ai reconnu. Je vous ai demandé de ne pas faire comme beaucoup de vos confrères, de ne pas retourner n'importe quoi. Votre retour était juste. C'est pourquoi vous êtes ici, d'ailleurs.

Il a l'accent de la Bretagne, rauque et chantant avec l'accent tonique sur la première syllabe (« C'est »).

Quelque part en Bretagne dans un centre d'instruction secret depuis des mois déjà, des partisans du F.L.B. sont initiés à la pratique de la guérilla.

# ÇA DIT

qui explique pourquoi les bêtes sont nombreux en Bretagne », disait Céline).

— Ne nous tenez pas rigueur de vous avoir bandé les yeux, ni transporté en camionnette fermée, poursuit-il. Cela vaut mieux pour tout le monde. Cette fois, la répression est commencée et comme nous ne pouvons que nous durcir, elle ne peut que s'aggraver. Or, nous sommes payés pour savoir ce que ça coûte d'être nationaliste breton. Entre 43 et 44, il y a eu 462 exécutions sommaires dans le Finistère, 215 dans les Côtes-du-Nord, 192 en Morbihan. N'oubliez pas Yann Brieler assassiné dans son bureau de Quimper. L'abbé Perrot tué à Scrignac alors qu'il revenait de dire sa messe dans une chapelle. Le barde Boscher abattu dans la forêt de Duault. Son frère assassiné parce qu'il avait voulu suivre l'embarquement. Et Yves de Caimbourg, et Stephan, et l'abbé Lech'vien, qui avait succédé à l'abbé Perrot à la tête du Bleun-Brug. Et Mme du Mirquiel massacrée avec le commandant de la Mothe, sa femme, sa belle-sœur et leur bonne sous les yeux de leur fils, un gamin de 14 ans ! Et Paul Gaëc, les frères Tastevin, Le Padellec, Moulec, Bothorel, Hingaire, la liste de nos martyrs est longue, puisque aussi bien nous avons eu des morts dans l'autre camp. Le barde Stéphane de Saint-Pol, le commandant Thomas (1), le docteur Leclerc, Roparz, Dieuissaint, Bodereau, fusillés par les Allemands, étaient des nationalistes bretons.

— Vous étiez dans quel camp ?

— Dans aucun. J'étais trop jeune. Treize ans en 44...

(1) En septembre 44, le chef d'escadron Thomas fut inculpé d'intelligences avec l'ennemi. Le 3 août 44, il avait été fusillé par ce même ennemi.



mais sentimentalement j'étais gaulliste. Remarquez, je comprends ceux de chez nous qui ont joué la carte allemande. Les Irlandais n'ont pas agi autrement. Ni Lénine. Stefanick est considéré comme un héros slovaque alors qu'il est devenu un général français pour combattre les empires centraux. D'ailleurs il y avait aussi un mouvement breton à Londres : Sao Breiz. Seulement, après 44 ans on ne s'en est pas souvenu. On n'a parlé que de la Formation Perrot, qui était à l'origine un groupement d'auto-défense contre les maquis, dont nul ne conteste plus les excès. On s'est servi de ceux d'entre nous qui portèrent l'uniforme allemand — une quarantaine, pas davantage — pour déconsidérer le Mouvement. Des milliers d'hommes et de femmes furent poursuivis parce qu'ils avaient simplement appartenu à un cercle celtique ! Vous voulez des noms... Delaporte, qui était médecin du maquis à Châteauneuf-du-Faou. Le Dr Dorval de Pouldreuzic, qui avait sauvé les archives de Pierre Brossolette. Kera-vel, instituteur communiste

mais partisan du breton à l'école. Yves Le Diherder, parce qu'il avait écrit dans le journal *La Bretagne* que le poème de Tristan et Yseult était essentiellement celtique mais que les Français l'avaient francisé. C'était la thèse que soutenaient en 1900 Joseph Bédier et Gaston Paris !

## Le retour des binious

Souvent les condamnations s'assortissaient de vingt ans d'interdiction de séjour dans les cinq départements bretons. J'ai connu une directrice d'école normale, Mme Jaffrenou pour ne pas la nommer, à qui l'on ne reprochait que d'être la femme d'un militant du P.N.B. On lui donna le choix entre la révocation et l'exil. Elle fut nommée en Algérie.

Si j'insiste, c'est parce que vous devez bien comprendre ceci : beaucoup de nos amis ont été frappés non pas parce

qu'ils avaient collaboré mais parce qu'ils étaient des nationalistes bretons. Cela est si vrai que l'on a pu voir Yann Fouéré condamné à perpétuité en 1946 — par contumace, il est vrai — être acquitté en 1955 !

— Comment le mouvement nationaliste breton a-t-il résisté à cette épuration ?

— Il s'est passé un phénomène étrange. Alors que tout ce qui de près ou de loin avait touché l'autonomie était apparemment discrédité, les cercles celtiques se mirent à pulluler. Toute une nouvelle jeunesse que n'avaient pas meurtrie les divisions et les choix terribles de la guerre accourut. Avant 39 il devait y avoir dans toute la Bretagne, une cinquantaine de sonneurs de biniou. Dix ans après la fin de la guerre, il y en avait plus de cinq mille. Une association purement culturelle, Kendal'ch (continuité), grupa très vite 8 ou 9.000 adhérents. On vit reparaître le drapeau national, frappé d'hermines. En même temps, on assistait à une évolution des esprits. Autrefois, à l'exception d'un petit

groupe d'instituteurs laïcs, groupés autour de Yann Sohier et de la revue *Ar Falz* (la faucille), le régionalisme était de droite (et l'autonomisme d'extrême droite). Il groupait des gens traditionalistes et catholiques. L'amour de la Bretagne, de son Histoire, de ses coutumes et de sa langue étaient considérés comme réactionnaires. Et puis, à partir des années 50, tout commença à changer. La gauche découvrit les régions. Sous l'impulsion du professeur Philippeau, de Rennes, elle commença à penser qu'il y avait des solutions régionales aux problèmes économiques ou sociaux régionaux. Aujourd'hui l'Union Démocratique Bretonne, où les grosses têtes du P.S.U. se rassemblent derrière le professeur Leprohon, combat ouvertement pour une Bretagne socialiste.

— Mais le F.L.B....

— J'y arrive. Laissez-moi vous dire pourtant que le F.L.B. ne serait rien s'il n'y avait pas les autres courants profonds et convergents. Mais

(Suite page 16.)

## UN CHEF DU F.L.B. PARLE

(Suite de la page 15.)

que les autres courants ne sont pas pris en considération si la violence à un moment ou à un autre n'intervient... Ces courants s'expriment et se sont exprimés dans diverses associations comme le C.E.L.I.B. (Comité d'Études et de Liaison des Intérêts Bretons) ou le M.O.B. (Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne).

### L'avertissement de Pleven

Le Celib a eu le mérite de chiffrer la misère bretonne, de mesurer notre appauvrissement, de tracer les grandes lignes d'un plan de redressement minimum et de lancer un grave avertissement : « La France va vers des déchéances qu'elle ne soupçonne pas si elle ne donne pas à la Bretagne la possibilité de s'épanouir et de jouer son rôle ». Celui qui a dit cela n'est pas un bouffon. Ce n'est pas le fils spirituel d'Olier Mordrel et de Debeauvais (1). C'est M. Pleven et malgré sa mesure il ne semble pas que sa mise en garde, prononcée en 1961, ait été entendue. Puisque c'est lui qui remarquait encore : « Le plan breton ne paraît avoir été pris au sérieux que par les Bretons eux-mêmes. »

Pourtant M. Pleven avait donné des gages au gouvernement. Il avait même accepté ce crime : réduire la Bretagne à quatre départements, accepter que Nantes ne soit plus à nous, elle qui fut plus que Rennes la capitale de notre patrie et qui draine encore tout le commerce de la Bretagne Sud depuis Quimper et Lorient.

Le M.O.B. fondé en 1957 par notre ami Yann Fouéré qui vit en Irlande où il est mareyeur en langouste et à Saint-Jacut où il est électeur, est beaucoup plus sérieux. D'abord lui n'admet pas l'annexion de Nantes par une province que dessineront les technocrates parisiens. Ensuite il considère l'avenir de l'Europe dans le devenir européen. Son slogan de départ était : « Aménager l'appartenance Bretonne dans l'immeuble France, du quartier Europe. » Or ceux qui pensent que l'immeuble France empêche l'harmonieuse organisation du quartier Europe et que la Bretagne souffre de cette prépondérance française sont de plus en plus nombreux. Ils hausseraient les épaules si on les appelait autonomistes. Et cependant que disait le premier manifeste de Breiz Atao, qui date de 1929...

Il chasse des lunettes sans monture, cherche un papier et lit :

« Nous n'avons aucune hostilité à l'égard du peuple français. Nous constatons l'illegitimité de l'autorité de l'Etat français sur notre pays où elle s'est imposée en 1790 en violation du traité de 1532. Nous combattons son centralisme qui nous apporte un surcroît d'oppression ; son impérialisme qui nous expose à des guerres nouvelles pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Nous nous élevons contre son indifférence pour nos besoins économiques, son incompréhension de nos aspirations culturelles et morales, son animosité contre notre langue... Nous voulons fixer, d'accord avec le gouvernement de Paris, la part proportionnelle de la Bretagne à la défense militaire et navale de la France... Nous désirons administrer le budget du pays,



Yann Goulet :  
un drapeau en Irlande.

déduction faite de la quote-part de la Bretagne dans le budget général de la France... L'autonomie dont nous venons de tracer les grandes lignes est fédéraliste et ne s'oppose nullement au contraire aux intérêts de l'Etat français... Les réformes que nous voulons réaliser pour la Bretagne peuvent être incorporées dans une refonte de la Constitution française qui rendrait une vie normale à ses membres. »

Il repose son texte, enlève ses lunettes :

L'un des coups les plus spectaculaires réalisés par le F.L.B. : le plastiquage, le 27 avril dernier, de onze véhicules d'une compagnie de C.R.S.

— Est-ce monstrueux ? Cela justifie-t-il les dizaines d'années de prison distribuées dès avant guerre, les portes fermées, les mesures de rétorsion prises, les vexations, les mises à l'index. Il y a plus de cinq cents ans que cela dure. On croit toujours que la République a été la seule à nous massacrer. Vous qui êtes Breton, connaissez-vous l'affaire du papier timbré et des bonnets rouges ?

— Non.

— En 1675, Louis XIV promulga un impôt nouveau. La Bretagne se souleva. On lui dépêcha 25.000 hommes de troupe. Et l'on pendit à tour de bras, si bien que le duc de Chaulnes écrivait que « de Quimper à Quimperlé les arbres du grand chemin commencent de se pencher du poids qu'on leur donne ». Avant les Chouans, ce furent les républicains modérés que les Jacobins décimèrent : 25

# « Demain il suffirait de perdre de chose pour que tous les Bretons se lèvent »

administrateurs départementaux sont exécutés. Le 26 mai 94, 24 conseillers généraux du Finistère, tous « bleus » montent à l'échafaud. Chaque fois on nous croit morts. Chaque fois nous renaissions. Et nous disons « non » à ceux qui veulent nous faire mourir.

— Sauf quand vous votez.

## Quand de Gaulle viendra...

— C'est vrai. Les Bretons et encore plus les Bretonnes ont voté de Gaulle. Mais ne vous fiez pas au dernier vote de juin. Ici il a surtout traduit une condamnation de Paris et de l'extrême-gauche. « Ils sont devenus fous », disait-on. Le prestige de de Gaulle a beaucoup baissé. Nous préparons un tract pour son voyage. Un simple rappel des discours qu'il nous tint en 1960. En voulez-vous un extrait ? C'est à mourir de rire. A Rennes, il dit : « Je n'ai pas

de soucis profonds pour la Bretagne, ni au point de vue agricole ni au point de vue industriel. » A Brest : « Brest est aujourd'hui une ville importante et je sais ce qu'elle vaut sur la mer. » A Quimper : « La Bretagne est un élément essentiel de la France, riche en valeurs nationales (sic), en particulier ce département et nous en connaissons les ressources. Nous n'ignorons pas les difficultés qui se posent à votre région, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie. Je vous affirme que le gouvernement de la France et la présidence de la République ont eu leur attention nettement et catégoriquement fixée sur ses problèmes et qu'ils entendent y consacrer leurs efforts. » Misérable baratin ! A Lorient : « Je trouve l'arsenal de Lorient en pleine activité et en plein essor. » A Nantes : « La France dit à ses enfants bretons qu'ils peuvent attendre beaucoup d'elle et qu'elle attend beaucoup d'eux. » Phrases creuses, vaines promesses, discours passés partout, quand les Bretons li-

sent ça, croyez bien, ils percent des dents et ils comprennent que les têtes plus que des puissent faire passer des pétards.

— Des pétards...

— Dans l'ensemble pas eu beaucoup de succès. Tel était le but : faire bruyamment que de mal. D'ailleurs nous n'avons pas fait nos équipes sérieuses. Lièrement nos communi-paysans. Ceux-là sont en serve (2).

— Yann Goulet a-t-il perdu la paternité des idées ?

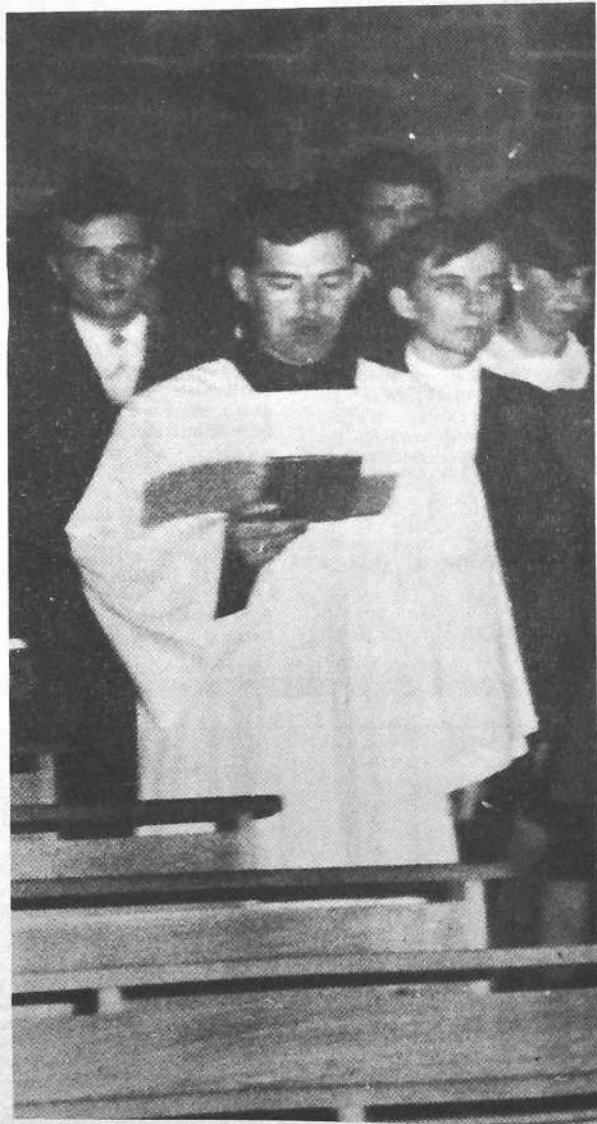
— Je sais.

— Qu'en pensez-vous ? Je pense qu'il y a deux exceptions pour les hommes du passé ne pas de rôle important. Les jeunes ne leur reprochent l'attitude qui fut la leur pendant l'occupation. Mais ils ne veulent pas habiter cette casserole. De plus vous l'ai dit, beaucoup plus à gauche que nous leurs pères. Nos républicains sont rarement gâgés sans rarement gâgés. Le petit clergé breton...





Jusque dans le métro de Paris, les inscriptions en faveur des autonomistes bretons témoignent de l'ampleur du malaise.



Un des prêtres arrêtés : l'abbé Le Bars, de Saint-Vincent de Paul à Saint-Brieuc lors de sa dernière messe.

d'ailleurs progressiste. N'oubliez pas qu'un de nos grands hommes s'appelle Lamennais. Rappelez-vous Quimper, les pancartes « Che Guevara est parmi nous ». Il y a là un climat totalement nouveau. Demain, il suffirait de peu de chose pour que tous les Bretons se lèvent, laïcs et catholiques, paysans et marins-pêcheurs, ouvriers de Brest ou de Saint-Nazaire, petits commerçants écrasés sous les charges, socialistes et anciens R.P.F., ouvriers agricoles et O.S.1 à cinquante mille anciens francs par mois.

— Et ce peu de chose pourrait être le plastic...

— Ou sa répression. Pourquoi pas ?

— Et vous êtes certain que la population suivrait ?

— Ecoutez. En 1916, les nationalistes irlandais se soulevèrent. Ils occupèrent la Grande Poste de Dublin. Ils perdirent la bataille et furent faits prisonniers par les troupes régulières anglaises. Enchaînés, ils furent conduits au bagne ou au poteau. Sur la route, la foule irlandaise riait, les insultait et des femmes leur crachaient au visage. Trois ans plus tard, cette même foule se révoltait à son tour et obligeait la Grande-

Bretagne à céder. Eh bien, nous ne sommes plus, chez nous, en 1916, si nous ne sommes pas encore en 1919.

### "Et Fréville était là"

Nous avons bu du cidre, mangé des crêpes. Avant de me faire reconduire, mon hôte m'a dit encore :

— M. Fréville, maire de Rennes, fut un de nos plus féroces épurateurs. Or, en

août, à l'occasion du congrès interceltique, il a reçu à la mairie des représentants gallois, irlandais et bretons. Nos drapeaux tapissaient le fond de la salle. Et M. Fréville constatait, mi-souriant, mi-mélancolique : « Qui aurait cru ma présence ici possible il y a seulement quelques années... » Oui, et qui aurait cru jamais que la musique du 47<sup>e</sup> R.I., biniou en tête, vint jouer le « Bro goz ma zadou », le chant national, à Saint-Aubin-du-Cormier, sur le champ même où la Bretagne perdit la bataille où l'avait contrainte la France. »

Deux heures plus tard (avec les mêmes précautions), j'étais revenu à mon point de départ. La camionnette disparut. Il y avait des cars de C.R.S. qui patrouillaient dans la nuit.

### François BRIGNEAU.

(1) Ancien directeur et inspirateur de « Breiz Atao ».

(2) Certains policiers estiment qu'il y aurait une centaine de groupes de cinq à huit membres, en majorité sans organisation centrale, agissant isolément et possédant leurs caches personnelles.

# TIME

## EUROPE'S ANGRY MINORITIES



SYRIA ..... \$ 20  
 ALGERIA ..... \$ 20  
 LIBYAN ..... \$ 20  
 SAUDI ARAB ..... \$ 20  
 YEMEN ..... \$ 20  
 ISRAEL ..... \$ 20  
 JORDAN ..... \$ 20  
 KUWAIT ..... \$ 20  
 OMAN ..... \$ 20  
 QATAR ..... \$ 20  
 U.A.E. ..... \$ 20  
 SAUDI ARAB ..... \$ 20  
 YEMEN ..... \$ 20  
 ISRAEL ..... \$ 20  
 JORDAN ..... \$ 20  
 KUWAIT ..... \$ 20  
 OMAN ..... \$ 20  
 QATAR ..... \$ 20  
 U.A.E. ..... \$ 20

FRANCE ..... F 5.00  
 GERMANY ..... DM 3.00  
 SWITZERLAND ..... Sfr 4.50  
 DENMARK ..... Dr 33  
 NETHERLANDS (incl. tax) ..... Kr 150

IRELAND (incl. tax) ..... £ 1.50  
 ISRAEL ..... \$ 20  
 ITALY ..... L 1,000  
 LUXEMBOURG ..... Fr 100

THE ISLANDS ..... F 12.75  
 NORWAY ..... Kr 6.00  
 POLAND ..... z 1.30  
 PORTUGAL ..... \$ 17.50  
 SPAIN ..... Ptas 65

AUSTRALIA ..... \$ 12.00  
 CANADA ..... \$ 12.00  
 HONG KONG ..... \$ 12.00  
 JAPAN ..... ¥ 1,200  
 NEW ZEALAND ..... \$ 12.00  
 SOUTH AFRICA ..... R 120  
 SWEDEN ..... Kr 120  
 SWITZERLAND ..... Sfr 120  
 TAIWAN ..... NT\$ 1,200  
 THAILAND ..... B 120  
 U.K. ..... £ 12.00  
 U.S.A. ..... \$ 12.00

# CHALLENGE TO THE NATION-STATE

Like Gothic cathedrals, the three oldest nations of Western Europe were constructed slowly over generations, with a painstaking dedication that often bordered on fanaticism. The result today is that in London, Paris and Madrid, overwhelming apparatus of modern government are enthroned in concentrations of power that would have been the envy of a Roman emperor. And, as it was in ancient Rome, the power centers of Europe have failed to comprehend a dimension of change that may yet lead to tragic consequences. The western face of Europe—from Scotland south to Corsica, from Brittany to Alsace—is bristling with spirited, renaissance campaigns for separatism and regionalism that are unprecedented in this century. The demand is so strong that it can no longer be dismissed as a mere excess in folkloric nostalgia.

These new protestants represent Europe's lost nations, its submerged tribes and castoff cultures. They are people who will utter their cries in half-remembered tongues, and a few are only too ready to shed blood. To a significant degree, they also form a spearhead for a widening and more diffused movement in Europe: the alienation of the governed from rulers who have been caught in the thrall of complex industrial societies. More often than not, the militants themselves are divided and confused about their goals, but their campaign is rife, and their momentum is persuasive. Items:

► In Spain, Basque terrorists have helped entangle the Franco regime in perhaps its worst postwar crisis, by persistent assassination of police and Guardia Civil.

► In France, Corsican discontent has led to shooting frays between police and separatists, while in Brittany bombings and other acts of violence punctuate the growing unrest.

► In Northern Ireland, the tribal warfare that has claimed more than 1,300 lives over the past six years grinds mindlessly on, laying waste to an entire society.

► In Britain, the Scottish Nationalists have achieved what the *London Times* called an "unexpected and startling victory" in a regional council by-election, confirming their growing political strength.

► In Belgium, the rival French-speaking Walloons and the Dutch-speaking Flemings are observing a wary truce while haggling over details of regional autonomy.

► In Switzerland, whose very survival depends on bowing to the clamor for local control, a longtime campaign by the French-speaking Jurassians culminated this year with plans to create the country's first canton in 160 years.

If the Jurassians have been successful, most of Europe's burgeoning minority movements continue to meet with government attitudes ranging from outright hostility to, at best, half-hearted recognition. In some cases, such a reaction is understandable. Practically any island big enough to hold a mimeograph machine seems to have spawned a breakaway group. They have formed against Italy on Elba, against Spain in the Canaries, against Great Britain on the Isle of Man and against Denmark in the Faeroe Islands. There are separatist or regionalist movements on behalf of the Laplanders of Finland, the Friulians of Italy and Yugoslavia, the Frisians of The Netherlands and West Germany, the Cornishmen of Britain and the Savoyards of France, which also boasts a largely cultural movement of *Occitanians*, named after the ancient language of Southern France. In short, the impulse toward Balkanization, once considered the curse of more fragile nations in Eastern Europe, now occasionally reaches exaggerated proportions in the West as well.

Still, the gathering impact of the larger minority movements can no longer be denied, if only because it is a measure of the growing failure of the nation-state. Stalled, perhaps indefinitely, on the road to unification into a wider community, Europe's 19th century nations now find themselves, paradoxically, both too small and too big to deal efficiently with the bewildering latter half of the 20th century. To defend themselves in a nuclear age, develop highly technological industries and deal with such global problems as energy and pollution, they are sadly too small. Their control in some of these matters is already being challenged on another level by multinational corporations, whose economic power transcends national borders. During the Arab oil boycott of 1973, to cite just one example, the petroleum corporations literally dictated oil quotas to the nations of Europe.

On the other hand, government machinery has grown too big and bureaucratic to deal sensitively with the tasks of administering education and welfare. Nor can the old nations any longer inspire broad cultural loyalty or create a genuine sense of belonging among many

of the people they govern. When government loses touch with its citizens, informal parallel organizations almost inevitably spring up, such as the Mafia in Sicily or the growing separatist groups of today. The nation-states were born out of the need to prepare for war; many of them have been slow to respond to present-day challenges, except by the habitually coercive methods of government.

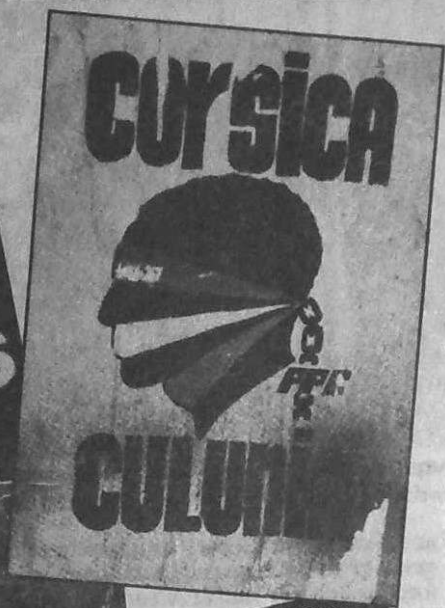
At the same time, of course, the European citizen, freed as never before from the threat of conventional war, is demanding more and more from what Breton Writer Morvan Lebesque termed, somewhat contemptuously, the "garrison state." He recalled the com-

## IT'S HER OIL

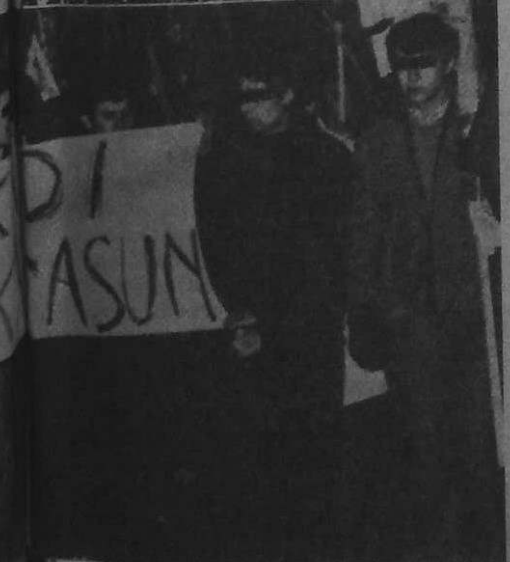


So why are many Scots old and undernourished? do 5,000 die of hypothermia every year? 8





SIGNS AND EMBLEMS OF SEPARATIST MOVEMENTS, INCLUDING BASQUE BANNER (BELOW) & WELSH BATTLE CRY (CENTER)



dependence, even without the context of a much strengthened EEC. Most would settle for true regional autonomy. What they share, however, are several fundamental grievances, whose political import can only continue to grow:

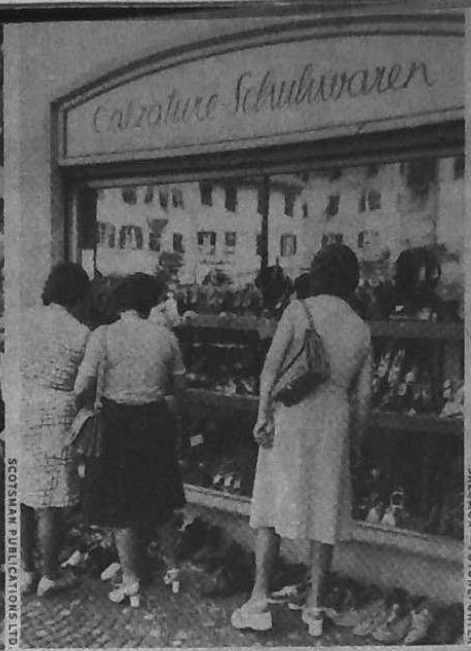
**THE NEED FOR IDENTITY.** The competitive rush toward industrialization has brutally homogenized much of Western Europe's diversity of cultures and lifestyles. For many, the fruits of the consumer society have simply failed to compensate for the accompanying sense of alienation. "So many things, from California to West Berlin, are exactly the same—the washing machines, or the airports," says National Assembly Deputy Adrien Zeller. "People seek a mark of originality. They are members of a nation, of course, but it is in a smaller group that they mean something." Patricia Elton Mayo, Australian-born sociologist and author of *The Roots of Identity*, believes this basic need is a direct threat to the "dogmatic centralism and the passion for social uniformity shared by the bureaucrats and the orthodox European left." Modern industrial society, she argues, is "uniformist and rootless, and the citizen far removed from those who control his destiny." Paul Sérant, author of *La France des Minorités*, puts it more simply: "What all the separatist movements are fighting against today is bigness."

**ECONOMICS.** Most militant minorities live in areas suffering from depressed economies, which they blame on the central government. In France and Britain, personal income in so-called peripheral regions—which include Brittany, the Languedoc, Wales and Scotland, among others—is at least 20% below the national average. The central government is accused of creating the problem by refusing to invest in local infrastructure that might lure industry and better-paying jobs. In Brittany, for example, the French government promised to build 400 miles of four-lane highway but has so far laid fewer than 125. Yet for the Basques and Catalonians, the economic grievance is exactly the reverse. Their regions are more prosperous than the national average, but they protest that the national government is drawing off local resources for the benefit of others while encouraging migration to their homeland as a means of stifling separatist sentiment.

ment made by a friend on hearing the news of Hiroshima: "At last we can discuss the Breton question." Rome University Sociologist Franco Ferrarotti sums up the dilemma of Europe's current leaders. "On the one hand," he says, "there is the exigency for a metanational state, that is, a united European organization. On the other, there is a need to rediscover what today are called the 'cutoff languages,' the dialects, the festivals, the folklore—not in terms of picturesque local color but actually as a way of life." The loser in all this, clearly, is the 19th century state, which may now have completed its historical function.

That milestone, however, is premature for the majority of the Continent's struggling minorities, who remain too widely divergent in political methods and local importance to aspire to true in-

**LANGUAGE AND CULTURE.** At present rates of assimilation, experts predict that Europe's dialects and minority languages will all but disappear in 50 years or less. Along with them, of course, will go the customs that have been handed down from parent to child through the ages and are already too often dismissed



SCOTTISH NATIONALISTS PARADING, BILINGUAL SHOESTORE IN ITALIAN ALPS, JURASSIANS MARCHING IN SWITZERLAND  
 Though passions and goals vary with the landscape, there is a common economic grievance.

as quaint vestiges of the past, interesting primarily to tourists. Says Guy Héraud, author of *L'Europe des Ethnies*: "When political power is lacking, cultural life ultimately degenerates into folklore." Determined to reverse the decline, resurgent minorities are attempting to reinstate in daily life the languages and customs of their forebears, by demanding early language training in the schools as well as programs of regional interest on radio and television. When such reforms are refused by the government, more militant separatists have founded local-language newspapers and a number of such popular clandestine radio stations as Radio Euzkadi in the Basque country, Radio Scotland and Radio Free Tyrol in Austria.

Ironically, perhaps, the only two major nations of Western Europe to be spared the threatening specter of disgruntled minorities are those two losers of World War II, Germany and Italy, and in both cases, the immunity can be traced to the consequences of defeat. At the insistence of the Allies, especially the French, West Germany was drastically decentralized, in an effort to squash the emergence of another powerful political center. The result is that today the Federal Republic of Germany, with its ten state parliaments and ten minister-presidents, is looked on with open envy by the passionate regionalists of Scotland and Brittany. Each of the states (*Länder*) controls its own police, educational system and cultural affairs, including radio and television. In Italy, activist separatism in Sardinia, the French-speaking Valle d'Aosta and the German-speaking Alto Adige (Austrians still call it the South Tyrol) has been successfully reabsorbed into the national fabric, usually through political concession. Ever since the collapse of Fascism, Italy has periodically granted large measures of autonomy to its regions and administered sizable doses of cultural and linguistic privilege to its minorities.

The lesson would seem clear for the senior nation-states of Britain, Spain

and France, yet it goes contrary to the grain of their long and tumultuous efforts to achieve unity. A survey of the major separatist movements troubling Europe's three centralized governments:

**FRANCE: "I FEAR THE DESPOTISM OF PARIS."** In the long and bloody struggle between France's centrists and regionalists, each side takes its name from the Jacobins and Girondists.\* Meeting in Paris for a constitutional convention following the overthrow of the French monarchy in 1792, the Girondists demanded a political system that would allow each province to retain control over most of its own affairs, while the Jacobins were determined to found a strong central government. "I fear the despotism of Paris," cried a staunch Girondist. But the day belonged to the Jacobin spirit, and French leaders from Napoleon to Giscard d'Estaing have given France the most rigidly centralized political system in Western Europe. Says Alexandre Sanguinetti, former secretary-general of the Gaullist U.D.R. party: "It is not by chance that seven centuries of monarchy, empire and republic have centralized. France is not a natural construction. It is a desired political construction that the state has never given up." But neither have French separatists. Sociologist Michel Crozier, France's leading academic proponent of decentralization, concludes that "the French urbanization of the 1960s has left a mass of frustrated people who feel they can no longer influence their lives."

Their struggle has been especially virulent in Brittany, that peninsular land of ancient Celtic heritage in France's extreme west. Cut off from their natural trading partners in the British Isles and Spain by the demand of Paris, Bretons

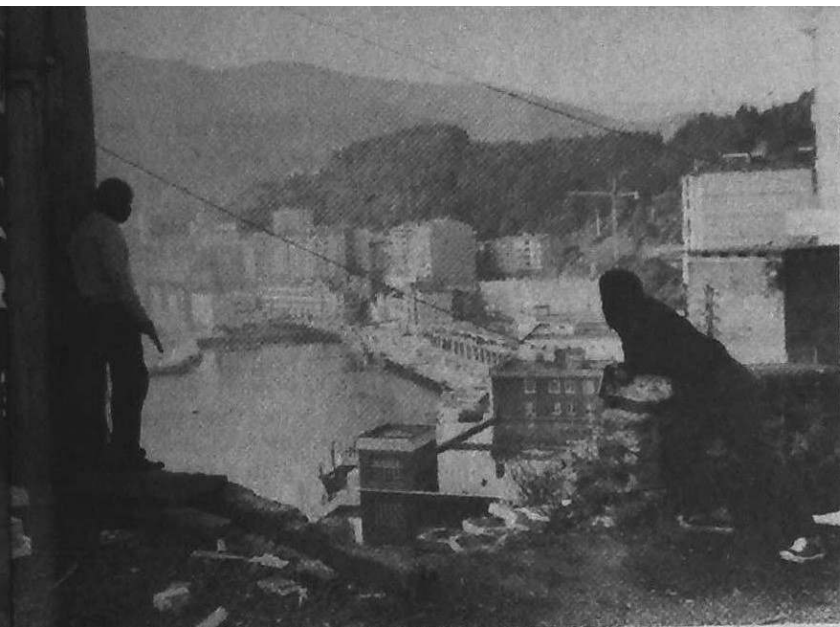
\*The Jacobins were so named because as a political club they met in the Dominican Convent of St. Jacques in the rue St. Honoré in Paris. The rival Girondist group got its name from the many deputies in its membership from the department of the Gironde in southwestern France.

have been forced for centuries to pursue an uneconomical overland commerce with the rest of France. At one point, schoolchildren caught speaking the Breton language were forced to lick the floor as punishment, and signs in public gathering places read NO SPITTING OR SPEAKING BRETON. Brittany's population has only slightly increased from 2 million 150 years ago to 2.5 million today, and as recently as the 1960s a long-range government planning report recommended the transformation of "deserted regions" like Brittany into national parks. "Paris does not act out of simple ignorance," says a young Breton agronomist. "They are against us as a matter of policy."

Militant separatist sentiment broke out in the mid-'60s with the formation of the Breton Liberation Front, which probably still numbers no more than 1,000. Yet the group enjoys widespread support among the populace and is gradually escalating the violence of its protests. Though Bretons still may not study their language in school until the age of 14, there has been a recent explosion of Breton-language books (one big seller: *Brittany Against Paris*), and Breton Folk Singer Alan Stivell has become a Dylanesque cult hero. Criticized for the B.L.F. violence, Member Gweltaz Durand shoots back, "Isn't there violence in killing the local economy, uprooting the local population? The only way to reduce violence is to learn tolerance."

Corsica has become, if anything, an even more explosive problem (TIME, Sept. 15). Long accustomed to seeing much of its population leave for wealthier parts of France, residents of the rugged *Ile de Beauté*, since Algerian independence, have been forced to absorb thousands of French refugees from Algeria (*piets noirs*). Many of these newcomers, through a system of preferred bidding, bought choice farmland and have come to dominate the local wine-based economy. Festering resentment turned into armed violence when a band of Corsican separatists seized a *piet noir*





**BASQUE COMMANDOS ON GUARD IN ONDÁRROA; BRETONS STONING POLICE STATION IN REDON**  
 Making more and more demands on the "garrison state."

winery last August, and three riot policemen were killed. Paris authorities responded by outlawing the local organization known as the Action for the Rebirth of Corsica and jailing one of its leaders. They also appointed as prefect Jean Riolacci, a Corsican, who promised to find more jobs for the island's large number of unemployed youth. But little has been done to quell the prevailing sentiment of *i Francesi fora* (Frenchmen, go home), as the Italianate dialect puts it. Says A.R.C. Secretary-General Max Siméoni: "We consider ourselves a historic people. We have a language, a history, a culture, a personality. We want to survive, and our only possibility for doing so is autonomy, a juridical recognition that we are a people."

Autonomy, as opposed to total separation, is also the goal of most activist groups in Alsace, the French province that was lost twice to Germany in 75 years. "The Germans made their claim to Alsace on the basis of the fact that we speak a kind of German," says Gustave Woytt, former head of a key regionalist group known as the *Cercle René Schickele*. "Therefore, the French thought they could destroy that claim by destroying our German dialect." At present, there are no TV programs broadcast in Alsatian, and most schools are forbidden by Paris authorities to teach German. Moreover, complains Hans Zorn, head of the Alsace-Lorraine Autonomist Liberation Front, many towns in the oft-invaded region are forced to celebrate anniversaries of their own conquest. "The town of Turckheim, which was burned to the ground and its inhabitants massacred in 1675, has to pay homage to the French marshal [Tur- enne] who did the deed."

**SPAIN: MURDER AND CONTEMPT.** The uncertain twilight of Franco's regime is stirring a renewed campaign of opposition to the inflexible grip of Madrid on this diverse nation. From the traditional bastions of nationalism in the Basque country and Catalonia to that

most Spanish of provinces, Andalusia, separatist or regional feeling is growing in intensity. "It is part of a general political awakening," says Ramón Tamames, a leading economist and political scientist at the University of Madrid. "The sentiment is for a real transfer of power, away from the capital to the provinces." It is also for the right of native languages and dialects to exist on an equal footing with Castilian. The passions and the goals vary with the landscape, but if there is a common grievance, it is economic.

Three areas—Madrid, Barcelona and the Basque provinces (Vizcaya, Guipúzcoa, Alava and Navarre)—account for some 30% of the population, 40% of individual income and about half of all personal savings, yet they occupy only 4.5% of the country. The poorest regions feel they have been passed over, notes Tamames. Conversely, the richest regions suffer from pollution, overcrowding and other ills of rapid industrialization. They seek a freer hand in dealing with these problems. For Madrid, it is doubly troublesome that two of the three most developed regions are traditional hotbeds of separatism.

The hottest, of course, is the Basque country, which, after Northern Ireland, is the most violent battleground in Western Europe. Since the beginning of the year, at least ten people (all of them police or Guardia Civil) have been assassinated by Basque terrorists. Jails are packed. A Bilbao source estimates that about 500 people suspected of belonging to Basque nationalist organizations have been arrested, most of them since August, when a new antiterrorist law giving police wide new powers went into effect. In Madrid, three E.T.A. suspects are currently awaiting trial for killing a policeman.

The fiery Basques are perhaps Europe's oldest people. Most historians believe they descend from the neolithic period and somehow stayed intact through centuries of invasions, wars and repressions. They proudly cling to a language

that bears no discernible relation to any other European tongue, except perhaps Finnish. Only once in modern times have the Spanish Basques, who make up 90% of the total Basque population of 2 million, achieved their dream of independence—and then only briefly. It was granted in 1936 by the beleaguered Spanish Republic in exchange for their support in the war against Franco. *El Caudillo* responded by ordering the Nazi bombing of Guernica—immortalized by Pablo Picasso—and later imposed a brutal repression on the Basque provinces, which he denounced as "*provincias traidoras* [traitor provinces]."

By the 1960s the Basques were recovering, partly as a result of a new prosperity that was also attracting a rapidly rising non-Basque population. A young generation was again demanding the establishment of the Basque Nationalist Party. By 1965 the explosive weaponry of the new organization, the E.T.A.—*Euzkadi Ta Azkatasuna* (Basque Homeland and Freedom)—was echoing through Northern Spain. The moderates still enjoy some support, but increasingly, the E.T.A. terrorists are winning the hearts and sympathies of Basques. They claim responsibility for 37 political assassinations and numerous bank robberies, bombings and kidnappings topped off by a daring operation in 1973 that succeeded in killing Premier Luis Carrero Blanco, Franco's chosen head of government, in the center of Madrid.

If the Basques confront the regime, the Catalonians prefer as much as possible to ignore it. Barcelona, even these tense days, seems very far away from Madrid. There is a kind of buoyant hedonism about the Catalonian capital that is reminiscent not so much of Spain but of nearby France. Indeed, Catalan is a direct descendant of the old *Langued'Occ* of Southern France and a close relative of Provençal. Though it manifests itself in less violent forms, regional sentiment is strong among Catalonians. Study and use of the language are on the increase, as is a thriving trade in Cat-

alan books. Regionalist opposition to Madrid is divided among a hodgepodge of clandestine national parties plus several unions and professional associations, all grouped together in the Catalan assembly, which coordinates specific decisions. The aim is regional autonomy without severing political ties with Madrid.

Galicians and Valencians have weaker cultural traditions than their sister nations, and thus their regional movements lack the same grass roots. "The problems in the traditional regions are more urgent," explains Basque Intellectual Marcelino Oreja, "but the movement exists in all of Spain." As such, it is meeting with implacable hostility in Madrid, where the principle of national unity has almost religious overtones among the followers of Franco. To attack that belief is an act tantamount to treason. Thus few observers see any solution until the regime ends.

**BRITAIN: SUING FOR DIVORCE.** Having lost an empire, England now must look at its kingdom. Strife, protest and rebellion are hardly new to its isles, but the latest and potentially most serious challenge to haunt Westminster comes from the orderly, even stately, growth of nonviolent Scottish and, to a lesser extent, Welsh nationalism. The two cam-

paigns bear no resemblance to popular uprisings but are more akin to the civil and sensible proceedings of a divorce without tears.

The promise of North Sea oil riches has suddenly made the nationalist vision of an independent and wealthy Scotland seem credible. The Scottish National Party has turned into a respectable movement with middle-class leadership and activist members ranging from skilled workmen to university lecturers. Nationalist Party Organizer Stephen Maxwell proudly says, "We've gotten away from the old image of a tartan cult of haggis bashers with heather behind their ears." Besides oil, it is the decline of Britain that has been responsible for new Scottish interest in going it alone. Explains Maxwell: "It was one thing to be a junior partner in an empire that ruled one-fifth of the world and another to be a junior partner to the sick man of Europe."

London's bungling of the national economy and its chronic mismanagement of local Scottish affairs are the convincing arguments with which the S.N.P. bolsters its nationalist cause. With one in five Scots living near the official poverty line and Scottish household incomes 30% less than those in Southeast England, there is a case, sometimes merely emotive, for insisting that

the Scots could manage better by themselves. Indeed, say the Nationalists, they would use their new oil royalties to pump some \$3 billion worth of job-producing capital investment into Scotland, annually boosting G.N.P. about 10% a year in the first decade (v. a current economic growth of about 1%).

With 30% of the popular vote and eleven of the 71 Scottish seats in Westminster, the S.N.P. now coolly calculates that there is a better than even chance of an independent Scotland by 1990. One means is to gain a majority of the Scottish seats in Parliament, thus enabling the Nationalists to claim sufficient strength to warrant a referendum on Scottish independence. The S.N.P. is convinced it could win such a vote with careful timing. Another possible route is through the regional Scottish assembly that the British government has pledged to institute in 1977. Nationalists hope to use this forum to develop a taste among Scots at large for ever more home rule. Both Britain's Labor and Conservative parties seem unable to halt the nationalist trend. By granting more local powers through "devolution," they may only accelerate a process they want to halt. By stonewalling, they risk allowing nationalist pressure to build up without acceptable outlets. In any case, the force of Scottish nationalism is bound to meet the barrier of Britain's national stake in North Sea oil. That clash may determine how many Scottish Nationalists are true separatists and how many simply protest voters using the S.N.P. to win concessions from Westminster.

In the shrill chorus of European nationalism, the Welsh voice remains gentle but resonantly insistent. Unlike the Scots, whose interest focuses on the tangibles of power and wealth, the fundamental impetus of Welsh nationalism is cultural. Violence is alien to the tradition of Welsh nonconformism. It is no less resurgent for that. The most visible form of protest is the painting over of anglicized names on countless traffic signs and the occasional ENGLISH GO HOME slogans that adorn rocks and underpasses in the green hills and valleys of North Wales. Still, the most effective Welsh nationalist movement, *Plaid Cymru* (Party of Wales), now claims a membership of over 40,000, has won three seats in the Westminster Parliament and is committed to achieving its goal of "full national status" for Wales by peaceful, constitutional means only.

With not quite 11% of the Welsh vote at the last general election, the Welsh Nationalist Party still has a long way to go. Its strength certainly trails that of its Scottish counterpart, for the obvious reason that Wales has no oil power. Instead, the region is saddled with two declining industries—coal and steel—and a struggling, marginal agriculture. It is hard for the nationalists to argue, under these circumstances, that Wales would be better off going it alone. But for 50 years *Plaid Cymru* has drawn



le nouvel

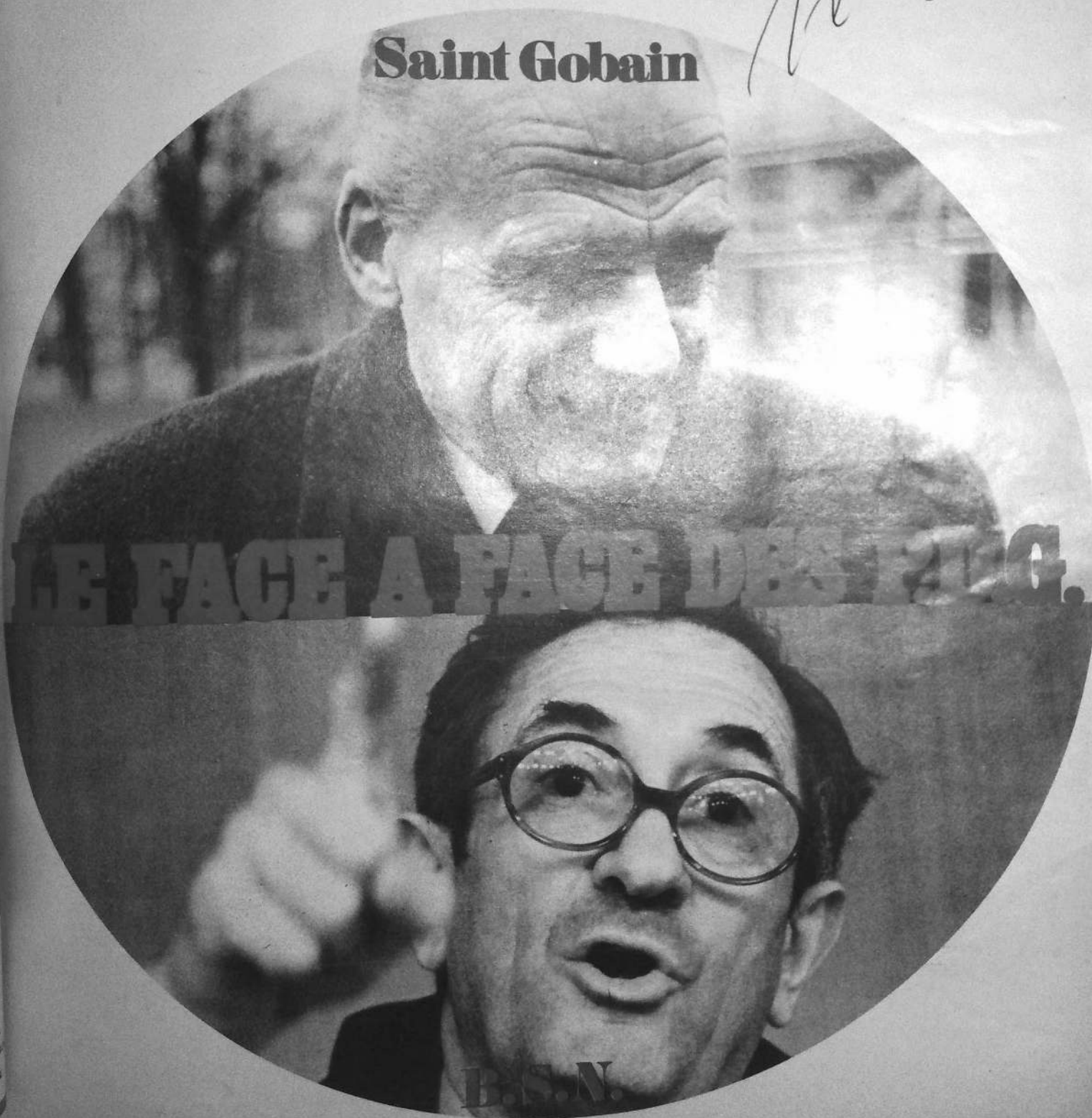
N° 219 • DU 20 AU 26 JANVIER 1969 • 2,50 F • 25 FB • 2,50 FS

**ISRAEL:**  
après l'embargo

# OBSERVATEUR


*Ar. 8*

**Saint Gobain**



**LE FACE A FACE DES RING.**

**BON**



FACULTÉ DE VINCENNES  
*cache son jeu*

sociologie, des sciences économiques ou de l'urbanisme en bibliothèque. On invitera des gens extérieurs à l'université à venir à Vincennes, et pour commencer des militants ouvriers. Avec certains professeurs, on aura pourtant quelque mal à changer de niveau. Témoin celui qui enseigne l'histoire, qui fera un cours sur la Russie et l'U.R.S.S. — de 1900 à 1928 — et qui conseille comme livre des « Que sais-je ? », des manuels du « secondaire » et pas un seul Lénine ou Trotski.

Mais l'objectif essentiel est d'éviter le repli des cinq à six mille étudiants de Vincennes sur la faculté. Une première victoire à l'actif du comité d'action qui s'est installé au deuxième étage du bâtiment D : l'inscription avec carte d'étudiant de 400 « non-bacheliers », parmi lesquels de nombreux salariés. C'est la première faculté où un tel résultat est atteint. On y a mis les formes : les militants se sont installés depuis mardi dernier derrière les tables du bureau d'inscription. Et là, ils contrôlent, conseillent et aident ceux que l'Université n'aurait sans doute pas admis sans cette intervention.

Autre objectif : retourner Vincennes contre ses promoteurs, en faire une base permanente de formation politique, de recrutement pour le mouvement révolutionnaire et un lieu où l'on apprend ce qu'est l'action. « A la limite, disent certains étudiants, le danger serait d'aider à construire le « ghetto » dans lequel on voudrait nous enfermer ». Aussi leur idée essentielle de sortir de Vincennes, d'établir naturellement des contacts avec d'autres facultés, d'éditer des brochures, de publier des textes, mais aussi de faire plus, de prendre contact avec des comités d'action installés dans les villes de banlieue voisines, avec des militants dans les entreprises, et pas seulement quand il y aura grève.

Voilà pour les diverses ambitions. Vincennes, où plus de 5 000 étudiants commencent à s'installer, est l'enjeu d'une lutte politique où personne ne cache son jeu.

CLAUDE ANGLI

## Autonomisme

« Nous te ferons,  
Bretagne ! »

■ Alors que l'affaire du Front de Libération de la Bretagne fait la « Une » de tous les journaux parisiens et de quelques journaux régionaux, alors que l'on parle partout du démantèlement de l'armée de libération de Bretagne et que des journaux

listes français, suisses, belges, luxembourgeois, anglais, américains, etc., débarquent en Bretagne en quête d'informations explosives, les quotidiens bretons parlent de l'affaire avec modération et pas en première page. Et les habitants du pays sont calmes. Très calmes. Les gens bavardent. Ce n'est pas qu'ils soient indifférents ; simplement, ils ne dramatisent pas, du moins pour le moment. Mais si les Bretons incarcérés devaient prendre, un jour, figure de victimes ou de martyrs, le climat pourrait changer du tout au tout.

Pour l'instant, on se pose des questions. Mille questions. En premier lieu celle-ci : pourquoi ? Pourquoi, alors qu'on pataugeait depuis dix-huit mois, soudain, agir violemment contre les autonomistes ? Et cela, juste avant la venue du général de Gaulle, ce qui est, psychologiquement, une erreur. Trois explications sont possibles, qui se recoupent parfois.

**Faux pas.** D'abord les diverses polices et les pouvoirs publics sont absolument déconcertés par les Bretons. Ils se demandent sans cesse ce qui se trame et les policiers qui patrouillent et perquisitionnent dans les campagnes sont incapables de le dire. Ils craignent sans cesse que cela dégénère et, à force de vouloir l'éviter, ils multiplient les décisions saugrenues.

Petit exemple significatif : le mercredi 8 janvier 1969, dans l'île d'Ouessant, la quasi-totalité de la population manifestait contre l'établissement, dans l'île, d'une base avancée d'hélicoptères super-Frelon. Ouessant refusait de devenir « un porte-avions incoolable ». Des journalistes avaient frété un petit avion pour gagner Ouessant : on leur a

interdit de décoller. Le lendemain, le sous-préfet dut leur présenter ses excuses : l'ordre était venu des Renseignements généraux.

Deuxième explication. Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, chef des polices en général et patron du département du Morbihan en particulier, se devait de porter un coup spectaculaire aux rebelles bretons. Pour lui, il y allait de son prestige aux yeux du Général et de la population bretonne. On ne sait pas ce qu'en pense le Général mais, en Bretagne, on entend dire souvent : « C'est un faux pas de ce faux Breton de Marcellin, jacobin moderne, qui est hostile, quoi qu'il en dise, à toute forme de réorganisation. » Troisième explication : il n'est pas exclu qu'il y ait derrière tout cela une opération politique. Au moment où de Gaulle vient en Bretagne faire campagne pour la régionalisation, il était peut-être judicieux de commencer par reconsidérer certaines conceptions trop avancées de la régionalisation en les confondant, aux yeux du public, avec ces histoires de terrorisme et de cagoules et avec le romantisme de la bombe et du plastique.

**Des tonnes d'explosifs.** Mais tout le monde n'est pas dupe, il s'en faut. A ce propos, on vous pose des questions en vous donnant aussitôt les réponses. « Croyez-vous qu'on ait complètement démantelé le F.L.B. et tous les autres groupes clandestins ? — Non, tout au plus a-t-on démantelé un canton, une filière. — Croyez-vous que les hommes arrêtés étaient les vrais chefs de l'organisation clandestine ? — Non. On n'a pas osé arrêter des dirigeants trop voyants, de peur d'un procès trop spectaculaire. »

Ou encore : « On n'a pas pu arrêter les vrais meneurs, parce qu'on ne les connaît pas, on a simplement arrêté les lampistes. » Par exemple, quand on a appris l'arrestation du curé de Ploumagoar, ce fut un éclat de rire. Les gens disaient : « Si celui-là est un terroriste, nous le sommes tous. » « Croyez-vous qu'on ait trouvé tous les explosifs et tout l'armement caché ? — Non. Les explosifs viennent de sources diverses. On en vole dans les poudreries, bien sûr (775 kg à Loudéac), mais n'importe qui peut en acheter pour faire sauter des souches. »

De plus, dans le Finistère, il y a beaucoup de carrières dans lesquelles on utilise des explosifs. Il y a quelques mois, le préfet du Finistère a convoqué tous les carriers de son département et leur a annoncé que, pour empêcher les vols d'explosifs, des motards escorteraient chaque convoi. Les carriers se sont esclaffés : des tonnes d'explosifs sont transportées chaque année sur les routes du département et par petites charges, ce qui empêche tout contrôle sérieux.

Aujourd'hui, ceux qui connaissent bien les cinq départements bretons affirment que les stocks clandestins d'explosifs et d'armements sont beaucoup plus énormes qu'on ne l'imagine. On dit aussi que l'on continue à parachuter des armes dans les monts de l'intérieur ou à en débar-

## Paysan d'Afrique

● Le président de Tanzanie, Julius Nyerere, a fait scandale, à Londres, en proposant, à la conférence du Commonwealth de préparer une expédition militaire contre « le régime colonial de Rhodésie », alors que même les adversaires les plus acharnés de M. Ian Smith n'ont pas osé soutenir une telle suggestion, et en prenant position, d'autre part, en faveur du Biafra, tandis que presque tous ses collègues se montraient favorables aux autorités fédérales de la Nigeria. Passant par Paris, à la suite de ces escandales, Nyerere, reçu à l'Élysée, a été félicité chaleureusement par de Gaulle pour sa courageuse défense du peuple Ibo. Le chef de l'Etat s'est cependant montré moins aimable lorsque son interlocuteur, décidément aussi insolent avec le président de la République française qu'avec le Premier ministre de sa Gracieuse Majesté, a demandé — sans obtenir une réponse convaincante — pourquoi le gouvernement français, si prompt à mettre l'embargo sur les armes destinées à Israël, ne prend pas une mesure analogue au sujet des très considérables livraisons d'armes françaises à l'Afrique du Sud, pays condamné par l'O.N.U. pour sa politique de discrimination raciale.

quer dans les petits ports de pêche. Mais il faut évidemment faire, dans tout cela, la part de l'humour, du canular, de l'intoxication volontaire.

**Coup de semonce.** Cela dit, le voyage de De Gaulle a déjà été retardé une fois et on se demande s'il ne sera pas retardé à nouveau. Les pouvoirs publics sont inquiets parce qu'ils ne savent absolument pas ce qui peut se passer à cette occasion. On raconte même que, pour eux, l'action menée contre le F.L.B. n'était qu'un coup de semonce, mais qu'ils ont été stupéfaits et effrayés par l'ampleur de ce qu'ils ont découvert.

Et, si de Gaulle vient, que va-t-il dire ? Que va-t-il faire ? Le Général a une dette envers les Bretons. Il le sait, il l'a reconnu. Après les dernières élections qui, en Bretagne, furent encore plus triomphales pour lui qu'ailleurs, De Gaulle dit à Edmond Michelet, ancien ministre et député de Quimper : « Alors, Michelet ? Et vos Bretons ? Même pas une seule bombe ! Il faut faire quelque chose pour ces gens-là... »

Aujourd'hui, « ces gens-là » éprouvent des sentiments divers : amertume, lassitude, espérance, indifférence totale. Et, aujourd'hui, les derniers événements de Bretagne raniment lentement des sentiments confus, enfouis chez beaucoup plus de gens qu'on ne l'imagine. Ces sentiments s'expriment dans un poème que Xavier Grall, écrivain breton, exilé à Sarcelles, a adressé à ses amis en guise de vœux de bonne année et qu'il a intitulé : « Nous te ferons, Bretagne ! »

YVON LE VAILLANT



MANIFESTATION EN BRETAGNE  
Pour l'instant, on reste calme

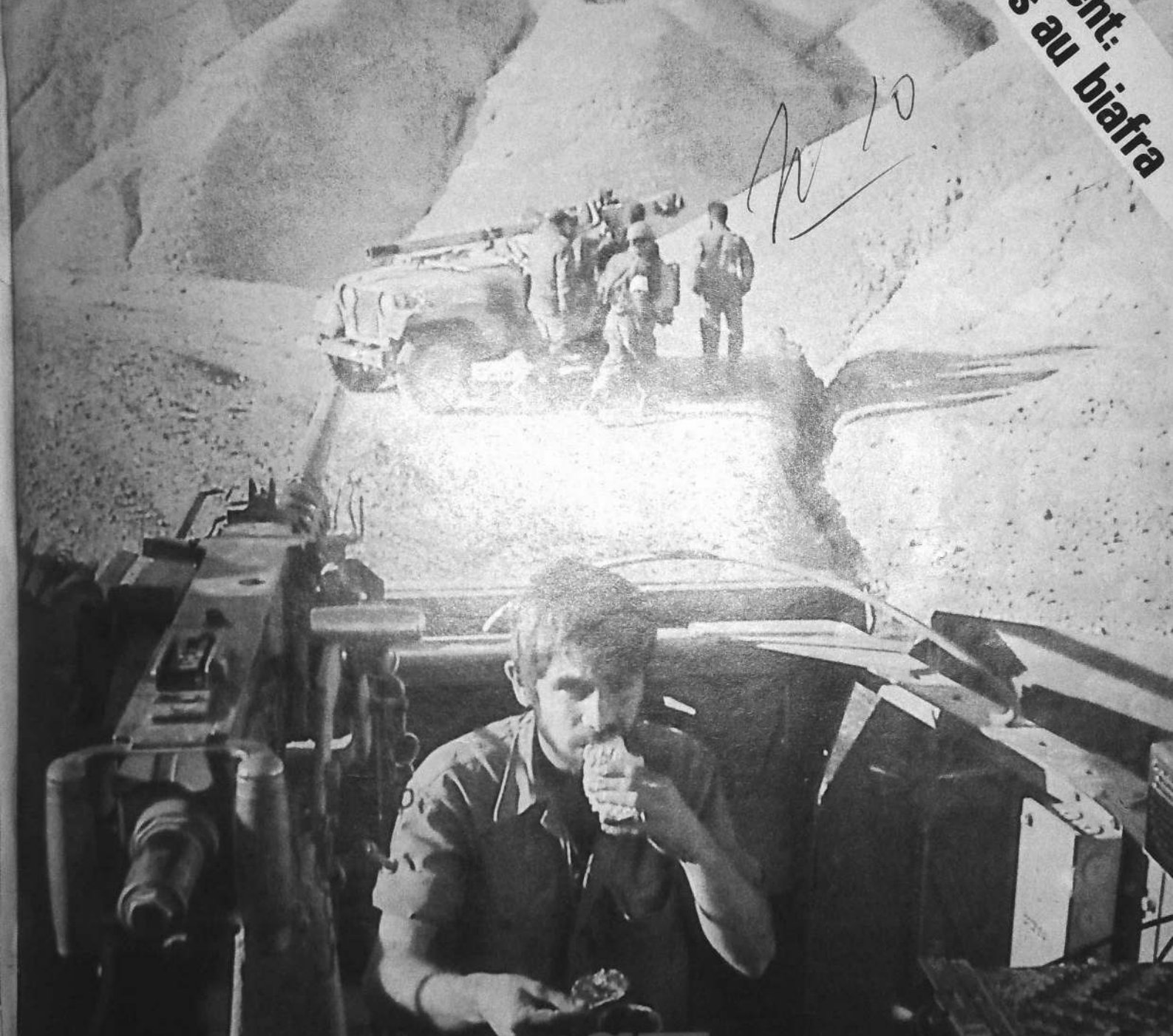
Gilles Caron-Gamma

N° 218 • DU 13 AU 19 JANVIER 1969 • 2,50 F • 25 FB • 2,50 FS

# OBSERVATEUR

document:  
arcenaires au biafra

*W 10*



# LA FRANCE CONTRE ISRAEL...

Bretagne

# L'arrestation des «fellagha»

**\* Un réseau démantelé ?  
Pour les activistes bretons,  
c'est une simple  
péripétie dans l'histoire  
de leur mouvement  
de « libération »**

Tout a commencé par une scène de ménage à Nantes. Le samedi 29 décembre au soir, Jacques Nidellec, 39 ans, employé à la S.N.C.F., se dispute violemment avec son épouse, en revenant d'un arbre de Noël, que les policiers doivent intervenir. Ils entendent alors Mme Nidellec reprocher à son mari des histoires de plasticage et parler d'une DS rouge. Rapportés par les agents, ces propos éveillent l'attention des inspecteurs qui enquêtent depuis deux ans sur les activités du mystérieux Front de Libération de la Bretagne.

Au dossier de l'accusation : une trentaine d'attentats contre les édifices publics et les installations de la « puissance occupante », en particulier les bureaux de perception (onze plasticages), les préfectures, les casernes de gendarmerie, les pylônes électriques. Le plus spectaculaire a eu lieu le 28 avril dernier à Saint-Brieuc, où 10 véhicules ont sauté dans le garage de la « CRS-13 ».

## Sous des barriques

Une DS rouge a été remarquée sur les lieux des attentats commis à Nantes dans la nuit du 28 au 29 novembre dernier, pendant le passage dans la ville du ministre des Affaires étrangères, M. Michel Debré. Les inspecteurs font le rapprochement, avec les propos de Mme Nidellec, cherchent la voiture, la trouvent dans une cour intérieure et arrêtent son propriétaire, Jean-Jacques Sénard, 26 ans, célibataire, employé au centre hospitalier universitaire de Nantes. On découvre chez lui des explosifs et plusieurs détonateurs. A partir de là, le démantèlement du réseau commence. Les patrons de la P.J. et de la D.S.T. « descendent » de Paris pour prendre l'affaire en main et on apprend bientôt les noms des premiers arrêtés : Jacques Nidellec et son fils Roger, 18 ans ; Lionel Dinard, 25 ans, dessinateur, et son frère Lucien, 31 ans, sous-officier à la base aérienne de Tours. En tout, 14 membres du réseau nantais passent le réveillon dans les locaux de la police. Dès le 1<sup>er</sup> janvier, l'enquête s'étend au reste de la Bretagne. Dans les Côtes-du-Nord, on arrête un ouvrier

métallurgiste — toujours interrogé à Saint-Brieuc mais qui continue à nier — puis, à la surprise générale, un prêtre, un autre prêtre et encore un autre prêtre.

L'abbé Antoine Le Bars, 37 ans, vicaire à Callac (Côtes-du-Nord), guide les policiers jusqu'à la ferme de son oncle François Le Bars, cultivateur à Bourbriac (Côtes-du-Nord). Là, dans une écurie, enfouies au fond d'une tranchée de 3 m de long, bien dissimulées sous de la paille et des barriques, les policiers découvrent 21 boîtes de tolamite, au total 520 kilos d'explosif. Ils proviennent du stock (775 kg) volé dans la nuit du 10 au 11 février dernier dans la forêt de Loudéac où les Ets Davey-Bickford possèdent un dépôt. Entre-temps, à Quimper, un conseiller municipal, M. Lemoine, architecte, candidat malheureux à deux élections législatives, genre d'un général en retraite, est également gardé à vue tandis qu'on perquisitionne à son domicile. L'enquête s'étend en outre dans le Morbihan où un Canadien d'origine bretonne, M. Vaillant, avoue qu'il remettait aux commandos les papillons qui signaient les attentats ; il avoue également avoir plastiqué des gendarmeries dans le Sud-Finistère. Au total, 21 personnes ont déjà été arrêtées et il est probable que l'enquête continuera d'être menée tambour battant, le général de Gaulle devant visiter la Bretagne à la fin du mois.

## Une colère rentrée

Au fil des jours, le F.L.B. révèle son organisation para-militaire. A la base le « strollad », composé de deux ou trois hommes commandés par un caporal ; à l'échelon intermédiaire, le « bagad », dirigé par un sergent ; enfin, le « kevrenn », ayant à sa tête un officier. Tous ces termes sont empruntés au vocabulaire breton et désignent, dans le folklore, les groupes de joueurs de binou. A Nantes, Lucien Divard était le chef de la 8<sup>e</sup> kevrenn ; à Saint-Brieuc, Jean Ollivier commandait la 4<sup>e</sup>.

M. Vaillant, le Canadien interpellé à Lorient, a révélé que les chefs des autonomistes bretons se rencontraient quelque part en Bretagne dans le plus grand secret. Ces réunions étaient présidées par un certain Manger, qui se présentait comme le ministre de la Guerre de la Bretagne libre. Toutes les personnes présentes à ces réunions clandestines étaient revêtues de cagoules rouge et noir et d'une chasuble.

Combien de « kevrenn » existait-il ? L'état-major du F.L.B. se trouve-t-il en Bretagne ou bien les véritables chefs résident-ils en Irlande ? Tous les communiqués remis à la presse émanent d'Yann Goulet, Breton en exil, qui a toujours déclaré agir en tant que secrétaire général du comité de la Bretagne libre et comme porte-parole du F.L.B. Yann Goulet a d'ailleurs fait savoir, après les premières arrestations, que celles-ci n'entraient pas la lutte de la Bretagne pour la liberté.

Dans la rue, bien sûr, on en parle. Parfois à mots couverts ou sur le ton de la plaisanterie. D'une manière générale, les Bretons ne pavoisent pas.



Reporters associés

YANN GOULET  
D'égal à égal

Exclusif

# «Ce qui est vrai pour le Québec...»

Un entretien avec Yann Goulet

● Les attentats qui ont secoué la Bretagne depuis 1966 portent une signature : F.L.B. (Front de Libération de la Bretagne). Un seul nom connu : Yann Goulet, secrétaire général du Comité national de la Bretagne libre, Breton condamné à la Libération pour ses activités sous l'occupation, exilé à Bray, en Irlande. Son rôle est discuté : est-il vraiment le grand chef des « terroristes » bretons ou simplement un intermédiaire ? Dans cette interview (réalisée avant les récentes arrestations de militants autonomistes bretons), Yann Goulet précise sa conception de la lutte clandestine et de la Bretagne « libre ».

## ● Quelles raisons ont motivé la création du Comité de la Bretagne Libre ?

— La création du C.B.L. est le fruit de sérieuses réflexions et l'aboutissement d'une confiante patience. L'impossible union des nationalistes bretons divisés en multiples chapelles s'est réalisée peu à peu. Face à la répression policière, seule comptait l'étiquette de nationaliste breton. Le jour « J » arriva quand le général de Gaulle s'embarqua pour le Québec. Rendons-lui grâce d'y avoir fait des déclarations étranges dans la bouche d'un politicien français, mais dignes d'être gravées en lettres d'or au frontispice du parlement de la Bretagne libre. Pour d'évidentes raisons :

1<sup>o</sup> Il était logique de réclamer au Général l'application en Bretagne de ce qu'il préconisait

Il est rare d'entendre dans leur bouche une condamnation sans appel des « nationalistes ». On critique plutôt les failles de l'organisation secrète, les procédés des interrogatoires, en un mot, l'aspect technique de l'affaire plutôt que son côté politique.

Ceux qui risquent cependant un avis expliquent avec une sorte de colère rentrée : « Nous n'approuvons pas les plasticages mais il faut avouer que la France fait tout pour alimenter l'autonomisme en Bretagne ». C'est le son de cloche que vous entendez le plus souvent chez le boucher ou au café du coin.

L'évêché de Saint-Brieuc, par la bouche du chanoine Gloaguen, vicaire général, a jugé bon de faire cette déclaration : « Nous avons été surpris et consternés par les événements qui viennent de survenir. Nous savons ces prêtres très engagés dans le mouvement breton et en relation avec d'autres qui travaillent en ce

sens, mais nous ne pensions pas qu'ils avaient pu prendre des voies si compromettantes et que nous réprovisions formellement. Car si nous sommes tous, en bons Bretons, pour une action culturelle et pour le développement économique et social de la Bretagne, si nous sommes pour la régionalisation et une certaine autonomie (et en cela nous nous trouvons en plein accord avec les textes conciliaires et avec beaucoup de personnalités de divers milieux et opinions), nous ne pouvons cependant approuver des actes de violence ni des groupements qui emploient de tels procédés ». M. Ducassou, président de la chambre régionale de commerce, a déclaré qu'il « prouvait les méthodes violentes des groupes clandestins : « La promotion de la Bretagne doit se réaliser dans le cadre français », a-t-il affirmé.

Au sein du mouvement breton, la consternation est vive. Déjà une réaction se dessine dans la création des

pour le Québec car personne ne pouvait contester que la Bretagne, qui avait connu des siècles de liberté, avait plus de droits à l'indépendance qu'un pays qui avait toujours été partie intégrante du Canada.

2° Le Général ayant jeté aux quatre vents les normes traditionnelles de courtoisie entre chefs d'Etat, il ne pouvait s'étonner de voir la Bretagne solliciter, avec succès, l'appui de nations dont il se permettait journalièrement de critiquer l'action et dont il s'efforçait de miner l'autorité sur leur propre territoire.

3° Le Général n'ayant fait que reprendre pour le Québec les thèmes qu'avaient toujours soutenus les nationalistes bretons, il justifiait la position de ceux-ci. D'exaltés, de rêveurs, de dangereux extrémistes qu'étaient hier les nationalistes bretons, ils devenaient soudainement les défenseurs d'idées qui devenaient valables puisqu'ils les partageaient avec un personnage qui, en France et en Bretagne, commandait encore, pour un certain temps, le respect d'une partie appréciable de la population.

Tant en Bretagne qu'en France, et à l'étranger, notre propagande en devenait soudain grandement facilitée. Nous pouvions espérer des appuis locaux et étrangers. Il suffisait pour cela de présenter un front commun qui puisse résister aux forces de répression. Ce front commun c'est le C.B.L. et l'Irlande fut choisie comme quartier général pour des raisons évidentes de sécurité.

### ● Quels sont les véritables objectifs du C.B.L. ?

— Ils sont simples et répondent à un but précis : contraindre le gouvernement de Paris à reconnaître le caractère national de la Bretagne, c'est-à-dire reconnaître aux Bretons le droit de se gouverner et de décider de leur propre destinée. Le C.B.L. est décidé à utiliser tous les moyens en son pouvoir pour atteindre ce but. En Bretagne, le Comité se veut l'unificateur du mouvement breton. A l'étranger, il tient à être l'ambassadeur de la Bretagne et le porte-parole des organisations dont il est composé. Il recherche, à l'échelon international et national, des soutiens de toute sorte et il tente d'en faire bénéficier en Bretagne le mouvement breton. Le C.B.L. prépare déjà la structure de la Bretagne libre en créant et développant les organismes nécessaires. Il participe enfin à l'organisation du combat pour la défense et la reconquête de la Bretagne.

comités de soutien aux familles des inculpés, comités qui se proposent de collecter des fonds mais aussi de faciliter la défense des membres du F.L.B.

### Une relève assurée

Le Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne (M.O.B.) a manifesté également une certaine nervosité à Saint-Brieuc où de nombreux tracts ont été collés dans la nuit du 5 au 6 janvier sur les vitrines, les voitures en stationnement et même le portail du commissariat de police.

Mais l'Union démocratique bretonne (parti de la gauche du mouvement breton) a rappelé à ses adhérents qu'il leur était interdit d'appartenir à tout autre organisme politique, et elle a exclu de son sein Jean-Louis Lemée, un jeune interne en médecine mêlé à l'affaire et qui faisait partie de l'U.D.B.

La jeunesse étudiante bretonne,

tout en craignant que l'action du F.L.B. ne discrédite l'idée d'un « régionalisme progressiste », souligne le pourrissement de la situation en Bretagne et réclame une régionalisation authentique. Il est possible que le procès des « fellagha » bretons devant la Cour de Sécurité de l'Etat devienne un forum où s'expri-

LA LEÇON  
DE TERRORISME  
Les volontaires  
ne manquent pas

### ● Comment est composé le C.B.L. ?

— Le Comité national de la Bretagne libre est constitué en ce moment de sept organisations, groupements et associations, ainsi que de personnalités. Tel quel, il représente toutes les tendances nationalistes. Le C.B.L. respecte d'ailleurs les divergences de vues, minimales en fait et ne nuisant en aucune façon au bon fonctionnement de l'organisme unificateur. L'action du C.B.L. permettra la mise en place d'un gouvernement breton mais n'imposera pas en permanence un gouvernement de son choix.

Bien que le C.B.L. vive dans la clandestinité (certains de ses membres, dont moi-même, se refusent à reconnaître toute autorité du gouvernement français et de la justice française sur la Bretagne et les Bretons), nos directives n'ont aucune difficulté à atteindre rapidement leurs destinataires.

### ● Vous avez annoncé que les opérations « militaires » du F.L.B. seraient arrêtées pendant une certaine période avant, durant et après la visite du général de Gaulle en Bretagne. Cette « trêve » sera-t-elle finalement respectée ?

— Tout « attentat » survenant au cours de cette période serait l'œuvre de provocateurs, même si leurs auteurs prétendaient se couvrir du signe F.L.B. En revanche, si le général de Gaulle n'apportait pas au peuple breton les libertés indispensables à son développement matériel et spirituel, le rythme des opérations militaires ne ferait que s'accroître. Elles sont, en effet, nécessaires et fructueuses pour plusieurs raisons. Elles témoignent de façon flagrante du mécontentement des Bretons. Le F.L.B. s'est attaqué à des documents et des bâtiments, et non à des personnes. C'est cela qu'il convient de faire. L'exemple irlandais le prouve. Le jour où les membres de l'I.R.A. ont, en 1921, détruit les archives du gouvernement anglais à Dublin, John Bull n'avait plus qu'à se retirer. Le jour où, grâce aux actions du F.L.B., les percepteurs ne pourront plus recouvrer les impôts faute de documents, le coq gaulois cessera de « cocasser » sur les toits de Bretagne. Je considère donc que si le général de Gaulle refuse de donner satisfaction aux revendications du peuple breton, les opérations militaires doivent reprendre immédiatement et s'in-

tera une certaine conception de la Bretagne.

Maître Leclerc, le défenseur des autonomistes guadeloupéens, a été pressenti pour assurer la défense des inculpés. Ce choix est significatif. Une fraction dure du mouvement breton voudra marquer des points pendant le procès. Elle sait d'ailleurs

tensifier. Ayant dirigé en personne sur le terrain la première attaque des nationalistes bretons contre une perception française, j'ai pu voir que les jeunes générations bretonnes n'hésitent pas à entreprendre ces actions en dépit du danger.

### ● De quels appuis le C.B.L. dispose-t-il en Irlande et dans les autres pays celtiques ?

— Chaque minute des vingt années d'exil que j'ai passées en Irlande a été utilisée à propager l'idée d'une Bretagne libre et à lui trouver des appuis. Ma profession m'a mis en contact avec des ministres et des ambassadeurs de très grandes puissances. Dans mon studio ont également défilé tous ceux qui, hier, étaient des rebelles et qui sont aujourd'hui des héros. Je puis compter sur l'amitié des plus hautes personnalités de la République d'Irlande. J'ai d'ailleurs trouvé le même appui et la même compréhension à tous les niveaux de l'échelle sociale. D'autre part, nos liens avec les mouvements de libération des autres pays celtiques sont trop connus pour que j'y insiste.

### ● La réforme régionale envisagée satisfait-elle quelques-unes de vos revendications ?

— Le mot « région » ne me convient pas. Il implique une subordination et non une idée de participation d'égal à égal. Je ne peux l'admettre que dans le sens où il suggère une ethnicité nettement caractérisée et non une division purement artificielle, sans base historique, linguistique, économique et sociale. La Bretagne est une nation et nous n'accepterons aucun compromis sur ce point. Cela dit, j'admets que la réorganisation de la France en régions suivie de l'élection d'une assemblée régionale puisse constituer un point de départ et puisse être utilisée favorablement par certains Bretons, à condition toutefois que le découpage du territoire corresponde aux limites traditionnelles des anciennes nations et provinces dont l'ensemble constitue l'actuel hexagone. Une région « Bretagne », dont la Loire-Atlantique serait détachée ou bien à laquelle s'ajouterait la Mayenne ou tout autre département limitrophe, doit être absolument rejetée. Dans ce cas, la régionalisation pourrait être une étape intermédiaire non dépourvue d'utilité.

Interview recueillie par  
CLAUDE BRIAND



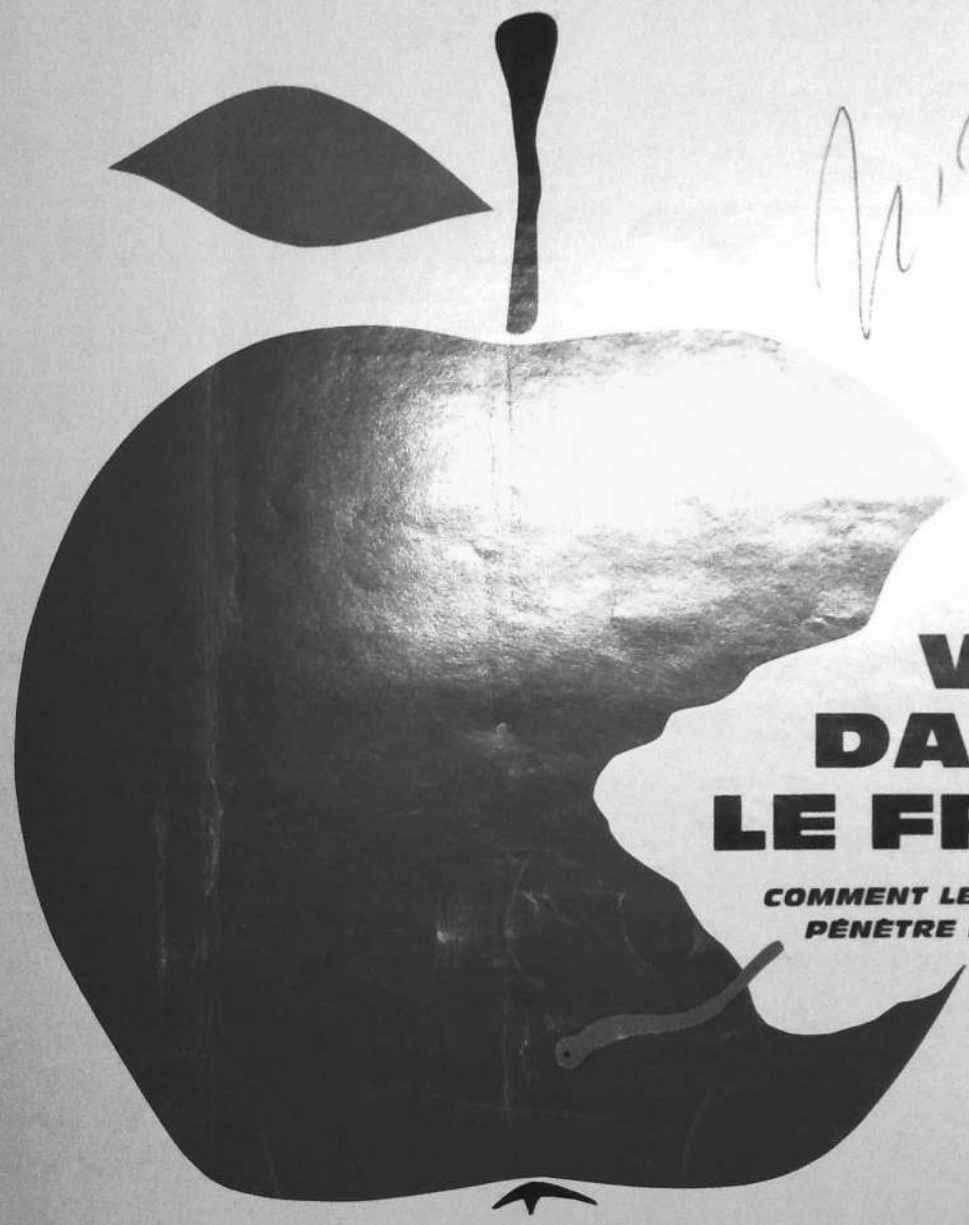
qu'elle a derrière elle une opinion de plus en plus « décrochée » des problèmes hexagonaux et sensibilisée à la régionalisation. Les activistes bretons considèrent l'affaire du F.L.B. comme une simple péripétie dans l'histoire du mouvement breton. De toute façon, la preuve est faite qu'en Bretagne il est désormais possible de recruter des gens de toute condition et de toute opinion pour lutter pour la liberté de leur province. Le F.L.B. n'aura vraisemblablement aucune peine à renaître de ses cendres, les volontaires étant légion. La réapparition du sigle F.L.B. à Guingamp par exemple, sur les murs du commissariat de police, ou encore le vol d'explosifs dans une poudrière de Saint-Pierre-de-Quiberon, peuvent être mis sur le compte d'un désir de revanche mais il est également fort probable que le mouvement activiste n'a pas été décapité, et ne le sera pas facilement.

CLAUDE BRIAND



# monde & vie

LA PILULE LIBRE,  
... oui mais.



## LE VER DANS LE FRUIT

COMMENT LE MARXISME  
PÉNÈTRE DANS  
L'ÉGLISE

• Les "enragés" de Tokyo • Qui est Douglas Bravo, l'héritier du "Che"?  
• Jamais la Vierge n'a autant parlé aux hommes • Que nous prépare le  
"rendez-vous de mars" • L'heure du choix suédois • L'offensive réfé-  
rendaire du printemps • Le pouvoir a-t-il dupé les Bretons?

MENSUEL • N° 189 • MARS 1969 • 4 F • 5.10 F SUIS. • 40 F BELG. • 65 C. CANAD. • 650 L. ITAL. • 60 PTAS ESP.



Lors du récent voyage en Bretagne du chef de l'Etat, la contestation ne perdit jamais ses droits.

Régions

# LA BRETAGNE

## saisie par la grogne et la rogne



Insigne du F.L.B.

**L'**abbé Clerc, recteur de Buhulien, petit village sis à quatre kilomètres de Lannion, aime les paraboles. Il en écrit — en breton — chaque semaine et les publie dans le bulletin paroissial qu'il imprime lui-même grâce à un duplicateur.

En voici un exemple :  
« En ce temps-là, lassés des récriminations des Bretons qui réclamaient des emplois en Bretagne, les responsables de l'économie nationale, bien au chaud dans leurs bureaux parisiens, déclarèrent aux quémandeurs :

« Du travail, vous en aurez. Nous allons transformer la Bretagne en cimetière. Vous serez chargés d'ensevelir les morts de toute la France. Ainsi vous serez employés selon vos capacités. »

Alors on construisit tout spécialement un réseau de voies ferrées. Les trains viendraient chargés de cercueils confiés aux bons soins des Bretons.

A quelque temps de là, la voie ferrée principale dépassa Brest et arriva jusqu'au Conquet, en bordure de mer. Alors un technocrate venu surveiller les travaux dit :

« Pourquoi enterrer les morts ? Menons-les tous ici et jetons-les à la mer, ce sera plus rapide et moins onéreux. »

Ainsi fut fait. Et la Bretagne transformée en cimetière demeura vide. Et les Bretons continuaient à chercher ailleurs des emplois. »

Il n'en fallait pas davantage pour qu'un jour de mars 1968 l'abbé Clerc vît arriver des policiers qui venaient fouiller son bureau.

Ce pasteur breton, bretonnant et fier de l'être, n'était-il pas en contact avec le « Front de Libération de la Breta-

gne», ce mystérieux F.L.B. qui depuis le 17 juin 1966 posait des bombes aux quatre coins de la Bretagne en réclamant « la fin de l'occupation française » ?

La perquisition, bien sûr, ne donna rien, mais vint à point rappeler aux habitants des cinq départements de « l'Extrême-Ouest » qu'aux yeux des émissaires du ministère de l'Intérieur tout bretonnant revendicatif pouvait être tenu pour suspect.

Pour les policiers, il est vrai, la situation n'avait rien de drôle. Ils devaient pourchasser d'insaisissables « terroristes » qui s'en prenaient aux perceptions et préfectures, « symboles de la présence française », et menaient leur enquête au sein d'une population attendant, sans s'émouvoir, la suite des événements.

Après l'attentat contre la CRS n° 13, à Saint-Brieuc, en avril, — attentat perpétré par un véritable commando qui détruisit une dizaine de cars — une petite annonce fit fureur : « Pour cause départ précipité, policiers français vendent véhicules en pièces détachées ».

Les policiers ne partirent pas. Les explosions continuaient, sans faire de victime : quatorze en deux ans. Les vols d'explosifs — la nuit en forêt de Loudéac notamment — ajoutaient encore à l'agitation.

Quelques hommes cependant se gardaient de sourire. M. Raymond Marcellin, d'abord, ministre de l'Intérieur et élu du Morbihan. Les préfets des cinq départements bretons ensuite. Et, bien sûr, tous les responsables des multiples associations, groupes et organismes bretons pour qui les pétards du FLB ne sont pas du folklore mais le signe tangible, de l'exaspération d'un groupe d'hommes décidés de passer à l'action violente et de rejeter, selon leurs propres termes, tout ce qui est « français » afin que la Bretagne vive.

Les manifestations du FLB ne sont qu'une péripétie, un moment fugitif. C'est un signal d'alarme, plus bruyant que les autres, manié par ceux qui ont perdu tout espoir de convaincre et qui ne veulent pas se résigner, m'a dit un « notable » d'Ille-et-Vilaine. Le drame, car drame il y a, c'est que les responsables aient laissé la situation se détériorer au point que, pour certains, il ne paraisse plus y avoir d'autre issue que la violence...

Le 27 décembre 1968, à Nantes, la Sûreté nationale

décidait de passer à l'action. Officiellement, on dit que, la veille au soir, une femme « prise de boisson » avait reproché à son mari — devant témoins — d'entraîner leur fils âgé de 18 ans dans des opérations nocturnes de plasticage: un des témoins de cette dispute aurait prévenu la police. Officieusement, on rapporte une autre « vérité »: la police, laisse-t-on entendre, avait réussi à introduire un « mouchard » au sein du réseau nantais. Ce qui expliquerait le dossier irréfutable qui fut présenté aux onze premiers interpellés dont la plupart passèrent des aveux complets.

### « Neuf barbouzes chez les bonnes sœurs »

Dans les jours qui suivirent, trente autres arrestations furent opérées dans les Côtes-du-Nord, le Morbihan et le Finistère. Plusieurs cachettes d'explosifs furent découvertes. Un schéma de l'organisation clandestine du FLB put être tracé.

On apprenait ainsi qu'en Loire-Atlantique, la section locale du FLB était dénommée « huitième kevrenn » (Kevrenn désigne d'ordinaire un ensemble musical traditionnel composé de plusieurs groupes distincts appelés bagadou — au singulier bagad) — et que les bagadou la composant regroupaient de 3 à 5 hommes chargés l'un de la fabrication des bombes, un autre de la mise à feu, les autres de la protection des artificiers.

— La dénomination « huitième kevrenn » peut laisser penser qu'il existe au moins sept autres groupes, disaient les policiers. Rien ne prouve cependant qu'il ne s'agisse pas de logomachie.

Quelques heures plus tard, ils appréhendaient à Saint-Brieuc, Jean Ollivier, 32 ans, ouvrier d'usine, qu'ils affirmaient être le chef de la « quatrième kevrenn ».

À Quimper, c'était un conseiller municipal de 41 ans, M. Pierre Lemoine, architecte, qui était interpellé. A Lorient, les policiers arrêtaient René Vaillant, 39 ans, directeur d'une agence de voyages.

Dans les Côtes-du-Nord, quatre prêtres étaient également emprisonnés, l'abbé Antoine Le Bars, vicaire à Caliac; son frère Arthur Le Bars, 27 ans, vicaire à Saint-Brieuc; l'abbé Guillaume Le Cam, 48 ans, recteur de Ploumagoar et l'abbé Joseph



Lec'hvien, 49 ans, directeur d'une école libre à Plésidy.

M. Edouard Ollivro, député centriste de Guingamp, commentait: « la personnalité des personnes arrêtées révèle un mal si aigu qu'il importe de déceler les causes et de trouver au plus vite les remèdes... »

Jusqu'ici, on a employé le mot « malaise » breton pour qualifier les manifestations de « grogne et de rogne » qui, sporadiquement, secouent la Bretagne. Aujourd'hui on hésite: crise? déchirement?

Le mal: tous les Bretons sont d'accord, c'est le dépérissement de la Bretagne, dépérissement qui va en s'accélégrant.

Les causes: l'unanimité — ou peu s'en faut — est faite: l'oppressante, omniprésente, centralisation étatique.

Les remèdes? C'est là que les avis divergent. C'est sur ce point que le « mouvement breton » s'éparpille.

Pour une raison bien sim-

Le général de Gaulle vient de survoler la Bretagne, bientôt il prendra son bain de foule. Celle-ci fut cependant moins amicale et moins compacte que d'habitude. C'est ainsi qu'à Rennes, en septembre 1958, il y avait 20.000 badauds sur la place de la mairie; cette fois, ils n'étaient pas 5.000.

ple: ce que l'on appelle le « mouvement breton » est le rassemblement non structuré de tous les Bretons qui militent en faveur de la Bretagne.

L'éventail politique couvre toutes les tendances, des conservateurs les plus convaincus aux libéraux, aux socialistes et aux « maoïstes ».

Les activités des groupements, mouvements, associations qui participent au « mouvement breton » vont de l'étude philosophique à l'action politique immédiate; voire à l'action violente et clandestine puisque personne ne songe à mettre le FLB au ban du « mouvement ».

L'Union Démocratique Bretonne (UDB) — organisation de gauche — qui avait cru devoir condamner non seulement la violence mais aussi le FLB, enregistrait la démission de M. Le Scouezec, membre du comité directeur et responsable de « Paris-Sud », qui claquait la porte avec éclat.

Car en Bretagne, désormais, les positions se définissent par rapport au FLB.

— Les attentats, les arrestations de janvier 1969, les prises de position que chaque mouvement ou chaque personne ayant un rôle public ont dû publier, m'ont dit les responsables des groupes bretonnants, ont permis une nécessaire et fructueuse classification. Nous savons maintenant, au bord du gouffre, face au danger, qui est qui et ce que l'on peut en attendre.

L'histoire du « mouvement breton » est un éternel recommencement. Elle est inséparable de l'histoire de la Bretagne qui cite à la fois les noms de Nominoë (IX<sup>e</sup> siècle), de Du Guesclin (XIV<sup>e</sup> siècle) et de Pontalec (XVIII<sup>e</sup> siècle); le premier ayant rendu à la Bretagne son indépendance, le second ayant pris les armes contre la Bretagne, le troisième ayant été exécuté pour avoir déclaré nul l'acte d'union de la Bretagne avec la France.

Les trois dernières décennies offrent un exemple précis de la vigueur du « mouvement breton ».

6 août 1932: tout est prêt à Vannes pour la commémoration du quatrième centenaire du rattachement de la Bretagne à la France. C'est M. Edouard Herriot, président du Conseil et ministre des affaires Etrangères, qui présidera les festivités.

A Rennes, dans la nuit, le « monument de l'Union de la Bretagne à la France » — œuvre de Jean Boucher, qui représentait la Bretagne à genoux devant le roi de France — saute: attentat à la chedite.

« Gwenn ha du » (littéralement: « Blanc et noir »), organisation secrète qui avait juré de rendre son indépendance à la Bretagne, revendique cet attentat.

Dans les mois et les années qui suivent elle s'en prendra aux préfectures et aux perceptions.

Plusieurs organisations légales, ayant pignon sur rue, sièges et journaux, combattent pour la cause bretonne.

Depuis 1911 existe le Parti National Breton. En 1919 a été créé Breiz Atao; en 1927,

le Parti Autonomiste Breton. Et il y a, bien sûr, un foisonnement d'associations culturelles et folkloriques.

Officiellement, tout le monde condamne la violence. En fait, la plupart des responsables de ces organismes — comme une bonne part des Bretons — s'en amusent s'ils n'applaudissent. En privé.

A l'origine de ce mécontentement explosif, l'impossibilité de faire aboutir une réforme scolaire qui permettrait l'enseignement de la langue bretonne et de l'histoire de Bretagne dans les écoles bretonnes. Du « P'tit père Combes » à Jean Zay, les successifs ministres de l'Education nationale opposent une fin de non-recevoir aux revendications des bretonnants, pourtant soutenus par une masse croissante d'élus, de notables, de conseils municipaux et généraux.

Pour les gouvernements de Paris, l'affirmation d'une « nation bretonne » est dangereuse pour « l'unité nationale française ». Le mot d'ordre est: « la France est une et indivisible »; ce qui revient à nier l'existence de minorités ethniques en France et la vivacité de certains particularismes.

Pour les militants bretons, la mort de la « nation bretonne » par extinction de la langue et l'oubli de l'histoire est impensable. Devant les refus obstinés — s'appuyant sur des motifs politiques — que les dirigeants parisiens leur opposent, ils arrivent vite à cette conclusion: « il n'y aura pas de liberté culturelle sans liberté politique et administrative ».

La décomposition socio-politique qui accompagne la fin de la III<sup>e</sup> République, la crise de Munich (les problè-

↑ Pierre Lemoine (le troisième en partant de la gauche - chauve) est l'un des animateurs du M.O.B. Il a été arrêté au début de janvier et quoique grand malade, on l'a laissé trois jours sans soins.

mes des minorités sont au premier plan de l'actualité), la guerre enfin vont donner à certains aspects de l'action bretonnante un caractère qui fera automatiquement pleuvoir les interdictions et condamnations dès 1939 — date d'interdiction du PNB — et les exécutions à la Libération.

Il est évident, à cette époque, pour certains responsables du « mouvement breton » que l'Allemagne, celle de 1939 à 1940, peut être l'alliée.

Notons qu'il s'agit là de gens qui ne se font pas d'illusions et qui, quelques années auparavant, ont pris fait et cause pour les Basques et les Catalans écrasés par la progression franquiste.

Mais un seul fait semble compter à leurs yeux: l'état français est défait; il s'agit donc d'utiliser au mieux les circonstances pour, dans le

cadre nouveau qui ne va pas manquer d'être créé, donner à la Bretagne une nouvelle place.

En 1944, la répression s'abat en toute logique sur les survivants qui n'ont pas pris la fuite à l'heure de la défaite du III<sup>e</sup> Reich. Mais dans la fièvre et l'exaltation — et les règlements de comptes — de la Libération, les juridictions provisoires et exceptionnelles, puis la justice, frappent sans faire de détail. Membres de l'Abwehr, joueurs de binioù, promoteurs de la renaissance culturelle et défenseurs de la régionalisation sont tous fourrés dans le même sac, emprisonnés, exilés, interdits de séjour, voire fusillés.

Dans des « mémoires » tous frais (intitulés « Neuf barbouzes chez les bonnes sœurs », relatifs à une récente perquisition dont son appar-

Manifestation pour l'industrialisation de la région de Quimper, dont les jeunes sont obligés d'aller chercher du travail jusque dans la Ruhr. ↘



tement fut l'objet, et publiés dans « l'Avenir de la Bretagne », le « mensuel national breton », l'abbé Armans ar C'Halvez rapporte cette réflexion d'un inspecteur des renseignements généraux qui, évoquant l'abbé Lec'hvien la Libération: « De toute façon il aurait été arrêté puisqu'il écrivait ses lettres en breton. »

Quelques années passent; et ce sont d'abord les cercles culturels et folkloriques qui se reforment. Petit fait caractéristique: le drapeau blanc et noir reparait. Timidement, pendant quelques années; puis, officiellement, au fronton des édifices publics.

### Les problèmes économiques

Sous la manifestation folklorique — ou dite telle, car le folklore breton n'est pas seulement la ressurgence annuelle de traditions tombées en désuétude mais l'expression concertée et magnifiée d'aspects de la vie quotidienne — perce déjà l'affirmation politique.

A partir des années 1949-1950, les revendications spécifiquement bretonnes s'appuient sur l'observation de faits statistiques: les disparités économiques et démographiques entre l'ensemble de la France et la Bretagne s'accroissent. Dans tous les secteurs, « l'Extrême-Ouest » se situe trop en deçà ou trop au delà de la moyenne nationale.

Le « plan », qui aux yeux de nombreux Bretons est l'expression parfaite de l'état centralisateur et jacobin qu'ils abhorrent, est formel: entre 1955 et 1970 la population de la France aura progressé de 20 %; celle de la Bretagne de 5 %. Le nombre des emplois pour l'ensemble de la France se sera accru de 7 %; en Bretagne ce chiffre aura accusé une diminution de 10 %.

La décentralisation permettrait-elle à la Bretagne de combattre le sous-emploi ?

On s'aperçoit rapidement que le maintien des zones de salaires — l'abattement réel par rapport à la région parisienne atteint jusqu'à 40 % — s'il incite les industriels à venir s'installer en Bretagne, favorise aussi l'émigration. Et, faute de travailleurs jeunes disponibles sur place, les chefs d'entreprises hésitent, puis renoncent.

Les résultats du recensement de 1968 ont été jugés « encourageants » parce que, depuis 1962, la population active n'a pas diminué. La stabilisation apparaît mainte-

nant comme une victoire. Mais, dans le même temps, le nombre de personnes sans emploi, officiellement recensées, est passé de 9 700 à plus de 15 000.

Créé en 1950 par M. René Plevin, ancien président du Conseil et député des Côtes-du-Nord, le Comité d'Etudes et de Liaisons des Intérêts Bretons (CELIB) a eu au moins un mérite: celui de poser publiquement le problème économique breton, de proposer des solutions et de relancer inlassablement l'attention des pouvoirs publics.

Mais, quelles que soient les preuves et données concrètes étalées par le CELIB sur les bureaux des ministres responsables, tout se passe, en apparence, comme si l'Etat français, jugeant la Bretagne engagée sur la voie d'un déclin irrémédiable, cesse de s'y intéresser autrement qu'en paroles.

Ce qui irrite le plus les dirigeants et responsables d'organismes économiques ou syndicaux bretons c'est que, régulièrement, le gouvernement, en promulguant des lois, des décrets et des arrêtés, montre qu'il analyse parfaitement la situation, qu'il définit précisément les remèdes; mais jamais les décisions d'application ne sont à la mesure du problème.

En 1957 un « groupement régionaliste » se crée: le « Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne » (MOB).

D'emblée il réclame des « solutions bretonnes » et préconise la création d'un exécutif régional s'appuyant sur un organe législatif régional. Son premier appel recueille 10 000 réponses. Les adhérents atteignent bientôt le nombre de 5 000. Les militants ne sont que quelques centaines mais ils sont dynamiques et décidés.

Les pouvoirs publics vont commettre avec le MOB — mouvement politique — la même erreur qu'avec le CELIB — organisme économique.

Le MOB doit une grande part de son audience au fait que Paris n'a jamais accordé qu'une attention polie — mais lointaine — aux plans et projets du CELIB.

Le MOB, lui, est tenu à l'écart de tout. Ses revendications sur l'autogestion de la Bretagne ne sont, si l'on croit les responsables français, que les rêves fumeux d'autonomistes attardés.

Et l'on vous glisse volontiers, comme la preuve d'une tare, le fait que l'un des fon-

dateurs du MOB est M. Yann Fouéré.

Docteur en droit, ancien sous-préfet du Morbihan, aujourd'hui âgé de 58 ans, M. Fouéré a toujours combattu pour la cause bretonne. Avant la guerre, pendant la guerre, il préconise le régionalisme.

Après la guerre, il doit de conserver sa liberté à l'exil: en Angleterre d'abord, puis en Irlande où il crée une entreprise d'export-import de homards. Condamné par les tribunaux de la Libération, il est acquitté en 1955 après révision de son procès.

En dix ans, le MOB voit son programme initial adopté par la quasi totalité des groupements bretons. La droite, le centre, la gauche: tout le monde préconise la création d'une assemblée et d'un exécutif régionaux.

Mouvement d'avant-garde en 1957, le MOB apparaît en 1966 comme une « académie » qui ne demande rien d'autre que ce que tout le monde demande. Mais Paris fait toujours la sourde oreille.

Et le 17 juin 1967, c'est la première bombe à la perception de Saint-Brieuc. L'attentat est signé FLB: « Front de Libération de la Bretagne ».

Mais il apparaît vite que le FLB n'est pas une simple résurrection du « Gwenn ha du ».

### Sav Breizh

L'organisation secrète des années 1930 était — pour autant qu'on sache — une simple organisation terroriste qui entendait par son action infléchir l'attitude gouvernementale.

Le FLB apparaît plutôt comme une organisation qui utilise les bombes pour manifester sa présence mais œuvre principalement à engendrer en Bretagne un esprit révolutionnaire ou pré-révolutionnaire.

Avec l'apparition du FLB, le MOB, déjà diminué par plusieurs scissions — qui donnent naissance à « l'Union Démocratique Bretonne », au « Bonnet Rouge », etc — voit ses effectifs fondre. Certains de ses anciens militants ont été arrêtés comme membres du FLB.

Tout indique que le rejet dédaigneux du MOB au rang d'organisation « extrémiste » ou « non représentative », durant des années, a entraîné la création du FLB par des Bretons persuadés que l'action légale ne pouvait mener à une solution ni même au dialogue.

Mais cette fois, même s'ils

ont conscience d'avoir commis une erreur, les pouvoirs publics n'ont plus d'interlocuteurs. Le choix ne porte plus sur les termes du dialogue. Il est net et brutal: laisser faire le FLB ou le pourchasser.

La répression est en marche et la série d'arrestations de janvier est, paradoxe apparent, la première victoire du FLB. L'indifférence ou l'amusement — les « exploits » sans victime du FLB étaient un peu suivis comme les aventures de « Tintin » — font place à des sentiments mêlés d'où n'est pas exclue une certaine sympathie.

A la mi-février, un parti a vu officiellement le jour en Bretagne: « Sav Breizh » (« Debout Bretagne »).

C'est un parti d'avant-garde, dit son secrétaire général, M. Yves Jezequel, 31 ans, professeur d'histoire et de géographie au lycée de Lannion. Parti « national breton », Sav Breizh est « révolutionnaire »: il entend promouvoir la révolution morale de la Bretagne. C'est un parti créé dans la légalité et qui agira dans la légalité.

Officiellement, Sav Breizh préconise l'autogestion de la Bretagne. Ce parti se veut fédéraliste et européen.

L'une des premières motions adoptées par le « DAEL » (conseil national) demande « l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante » et précise: « il y aura incompatibilité de mandat entre l'assemblée bretonne et l'assemblée « nationale française ».

Les trois membres du bureau provisoire de Sav Breizh — qui groupait à la fin de janvier quelque 200 militants — ont moins de 35 ans.

Du PNB à Sav Breizh, le chemin a été à la fois long et court. M. Mériadec de Gouyon Maignon, actuel secrétaire général du MOB, me disait récemment:

— On peut couper la tête au mouvement breton: il renaît tous les vingt ans. C'est encore une réalité « bretonne » avec laquelle il faut compter.

Il y a seulement quelques années, une personnalité bretonne définissait le dilemme de ses compatriotes par cette question: « Comment être à la fois bon Français et bon Breton ? »

Aujourd'hui, à la question, succède une affirmation: « Nous ne serons plus des sujets. Tous les procès du monde ne changeront rien à l'affaire. »

Pierre GUENA